»QUI DESIDERAT PACEM, PREPARAT BELLUM«

Guerre et paix chez Jean Juvénal des Ursins
et Enea Silvio Piccolomini

La guerre et la paix font l'objet des traités «Audite celi» (1435) et «Loquar in tribulacione» (1439/1440) de Jean Juvénal des Ursins¹. Ces deux traités montrent toute l'ambiguïté des relations entre la guerre et la paix. Le premier traité, «Audite celi», est une longue réflexion rédigée à l'occasion de la paix d'Arras (1435)². Jean Juvénal des Ursins y dénonce les prétentions anglaises à la couronne de France et développe toute une série d'arguments à leur encontre. En 1446, dans «Tres crestien, tres hault, tres puissant Roy ou Traictié compendieux de la querelle de France contre les Anglois», qu'il écrivit à l'occasion du projet d'une rencontre personnelle entre Henri VI et Charles VII³ et sur la commande du roi français, il renouvela son effort de réfuter les prétentions anglaises. Il y reprit le sujet en s'appuyant sur une série de pièces justificatives concernant la Normandie et la Guyenne⁴. Dans le

¹ Jean Juvénal des Ursins, *Audite Celi*, dans: Peter S. LEWIS (éd.), *Écrits politiques de Jean Juvénal des Ursins*, 3 vol., Paris 1978–1992, vol. 1, p. 93–281; Jean Juvénal des Ursins, *Loquar in tribulacione*, dans: *ibid.*, vol. 1, p. 295–435; Peter S. LEWIS, *Jean Juvenal des Ursins and the Common Literary Attitude towards Tyranny in Fifteenth-Century France*, dans: *ID.*, *Essays in Later Medieval French History*, Londres, Ronceverte 1985, n° 12, p. 169–187 (= *Medium Aevum* 39 [1965], p. 103–121); *ID.*, *War Propaganda and Historiography in Fifteenth-Century France and England*, dans: *ibid.*, n° 14, p. 193–213 (= *Transactions of the Royal Historical Society*, 5th serie, 15 [1965], p. 1–21). J'aimerais remercier vivement Pierre Monnet, directeur d'études, EHESS Paris, pour sa relecture de mon texte français.

² Sur le traité d'Arras, voir Denis CLAUZEL, Charles GIRY-DELOISON, Christophe LEDUC (dir.), *Arras et la diplomatie européenne (XV^e–XVI^e siècles)*, Arras 1999; Joycelyne GLEDHILL DICKINSON, *The Congress of Arras 1435*, Oxford 1955.

³ Longtemps discutée, cette rencontre ne fut pas réalisée. Jacques, le frère de Jean Juvénal des Ursins, est mentionné dans les lettres patentes du 9 juin 1445 donnant pouvoir aux membres d'une ambassade en Angleterre (LEWIS, *Écrits politiques* [voir n. 1], vol. 2, p. 13, n. 4).

⁴ Albert RIGAUDIÈRE, *Le prince et la loi d'après Jean Juvénal des Ursins*, dans: Jacqueline HOAREAU-DODINAU, Guillaume MÉTAIRIE, Pascal TEXIER (dir.), *Le prince et la norme. Ce que légiférer veut dire*, Limoges 2007, p. 81–115, ici p. 81, n. 1; Jean Juvénal des Ursins, *Tres crestien, tres hault, tres puissant Roy*, dans: LEWIS (éd.), *Écrits politiques* (voir n. 1), vol. 2, p. 1–177.

»Loquar in tribulacione«, Jean Juvénal des Ursins parle des souffrances du peuple et de sa propre détresse face aux cruautés de la guerre, mais, en même temps, il souligne la nécessité de la légitime défense du royaume de France contre l'Angleterre. La citation du titre »Qui desiderat pacem, preparat bellum« provient du »De re militari« de Végèce⁵, un texte qui fut très apprécié par de nombreux auteurs médiévaux dans les différentes parties de l'Europe. En tout, on dénombre 331 manuscrits de Végèce allant du VII^e au XIX^e siècle, dont 246 manuscrits latins et 85 en langue vernaculaire. À l'exception de dix-neuf manuscrits, tous les autres sont antérieurs à 1500. On en trouve des traductions médiévales en italien, français, anglais, allemand, castillan, etc.⁶. Végèce compte parmi les auteurs prisés par les compilateurs de florilèges, et Jean Juvénal des Ursins pourrait en avoir pris connaissance à travers le »Manipulus Florum« de Thomas de Hibernia ou le »Policraticus« de Jean de Salisbury⁷.

Après la citation latine, Jean Juvénal des Ursins fait immédiatement suivre la traduction française: »se voulez avoir bonne paix et la desirez, préparés vous à faire bonne guerre«⁸. Cependant, ce conseil n'est pas le dernier mot de l'auteur, puisqu'il est donné dans la partie du »Loquar in tribulacione« qui énumère des arguments en faveur de la continuation de la guerre contre l'Angleterre. À la fin du traité, quand Juvénal des Ursins donne sa propre opinion, ces arguments seront réfutés en faveur d'une plaidoirie pour la paix.

Un peu plus tard, en 1443, le même type de conseil est prodigué dans le »Pentalogus« d'Enea Silvio Piccolomini, un texte qui fut adressé au roi et futur empereur Frédéric III. Ce texte incite Frédéric III à se faire couronner empereur à Rome. En cas de nécessité, l'auteur préconise une intervention armée du futur empereur en Italie. Néanmoins, en dépit de son penchant pour une solution militaire des conflits italiens, Enea Silvio constate que dans la guerre il faut toujours chercher la paix: »Curare enim semper debes, ut pacem in bello queras«⁹. Pour lui, Végèce est un auteur de très grande importance

⁵ Jean Juvénal des Ursins, *Loquar in tribulacione* (voir n. 1), p. 397.

⁶ Philippe RICHARDOT, *Végèce et la culture militaire au Moyen Âge (v^e–xv^e siècle)*, Paris 1998, Annexe 1: Répartition géographique et chronologique des manuscrits, p. 191–193; Annexe 3: Liste des manuscrits, p. 199–216. Édition du texte latin: P. Flavii Vegeti Renati Epitoma rei militaris, éd. Alf ÖNNERFORS, Stuttgart, Leipzig 1995.

⁷ LEWIS, *Écrits* (voir n. 1), vol. 3, p. 105.

⁸ Jean Juvénal des Ursins, *Loquar in tribulacione* (voir n. 1), p. 397.

⁹ Eneas Silvius Piccolomini, *Pentalogus*, éd. Christoph SCHINGNITZ, Hanovre 2009 (MGH, Staatsschriften des späteren Mittelalters, VIII), p. 280–281. L'éditeur renvoie à un parallèle avec la »Rhetorica ad Herennium« 4, 15, 21: »in pace bellum quaeritas, in bello pacem desideras«, *ibid.*, p. 280, n. 707. Tous les renvois suivants au »Pentalogus« se référeront à l'édition de SCHINGNITZ. Éditions antérieures: Bernhard PEZ, *Thesaurus anecdotorum novissimus seu veterum monumentorum praecipue ecclesiasticorum*, Augsburg 1723, vol. IV/3, col. 639–743; éditions partielles avec traduction

pour tout chef de guerre¹⁰. S'il veut rendre son armée invincible, l'empereur Frédéric III doit le lire¹¹.

Entre fiction et réalité: débats, traités et assemblées d'états

Dans l'»Audite celi« de Jean Juvénal des Ursins et le »Pentalogus« d'Enea Silvio Piccolomini, la question de la paix et de la guerre fait l'objet d'un débat contradictoire. Les deux textes mettent en scène plusieurs orateurs ou – dans le cas d'»Audite celi« – des personnages allégoriques qui défendent des opinions différentes. Dans son »Audite celi«, Jean Juvénal des Ursins fait apparaître des personnifications telles qu'*Angleterre* (accompagnée d'*Ambition ou Convoitise desordonnée de sa langue, Haine, Vengeance, Folle erreur* etc.), *France* (accompagnée de *Tribulacion, Affliction, Murmuracion, Divisions, Esperance, Accomplissement de possibilité* etc.) et *Sainte Eglise* (accompagnée de *Desplaisance, Charité et Vraye Amour*)¹². Il y introduit également *Bon Conseil* et *Paix*. Cette dernière a quitté la France pour quatre raisons: la première, à cause des »crimes et malefices« innombrables qui sont demeurés impunis et du manque de justice¹³; la deuxième, à cause de la richesse de la France qui avait incité ses habitants à convoitise, concupiscence, ambition, divisions et batailles¹⁴ et la troisième, à cause des vices et péchés du peuple, de la noblesse et du clergé français (Jean Juvénal des Ursins dit qu'ils avaient fait »alliance avec la mort« et qu'»avecques enfer avons fait paction et convenance«)¹⁵. La quatrième et dernière raison du départ de *Paix* résume les précédentes puisqu'au royaume de France »on n'y a point gardé ne accomply les commandemens de Dieu mais tout le contraire«¹⁶.

allemande: Joseph CHMEL, *Geschichte Kaiser Friedrichs IV. und seines Sohnes Maximilian*, vol. 2: *Geschichte Friedrichs IV. als König (1440–1452)*, Hambourg 1843, p. 768–792 et Lorenz WEINRICH (éd.), *Quellen zur Reichsreform im Spätmittelalter*, Darmstadt 2001, p. 250–291. Dans les années 1950, le »Pentalogus« fit l'objet de deux thèses: Hermann Josef HALLAUER, *Der Pentalogus des Aeneas Silvius Piccolomini*, thèse univ. Cologne (1951) et Margaretha NEJEDLY, *Enea Silvio Piccolomini, Pentalogus de rebus ecclesiae et imperii*, thèse univ. Vienne (1953).

¹⁰ »Vegetius, quem auctorem maxime decet imperatorem habere« (Eneas Silvius Piccolomini, *Pentalogus* [voir n. 9], p. 232–233).

¹¹ »Sed omnia hec Vegetio remitto, quem legere cesar debet, si milites idoneos bello habere et invictum exercitum vult facere« (Eneas Silvius Piccolomini, *Pentalogus* [voir n. 9], p. 234–235).

¹² Jean Juvénal des Ursins, *Audite celi* (voir n. 1), p. 149–150.

¹³ *Ibid.*, p. 235–236.

¹⁴ *Ibid.*, p. 236–238.

¹⁵ *Ibid.*, p. 238–249.

¹⁶ *Ibid.*, p. 249–250, ici p. 249.

Les interlocuteurs fictifs du »Pentalogus« sont des personnages réels de la cour de Frédéric III: Eneas (Enea Silvio Piccolomini), qui est la figure la plus active et qui donne des conseils détaillés, le roi Frédéric III, le chancelier Kaspar Schlick et deux évêques qui ont favorisé la carrière de celui-ci et d'Enea Silvio, à savoir Silvester Pflieger, évêque de Chiemsee, et Nicodemo della Scala, Italien et évêque de Freising¹⁷. La forme du dialogue¹⁸ ou d'un débat à plusieurs voix était une technique littéraire très appréciée par les auteurs médiévaux. Elle est employée dans des textes comme le »Songe du Vergier« et des traités antianglais du milieu du xv^e siècle comme »Les débats et appointements« (un dialogue entre *France* et *Vérité*)¹⁹ ou »Fluxo biennali spacio« (un dialogue entre un chevalier français et un chevalier anglais qui fait suite au »Dialogus de querelis Francie et Anglie«)²⁰.

Dans les traités de Jean Juvénal des Ursins, cet élément n'était pas entièrement fictif. Selon la chronique de Gilles Le Bouvier, dit héraut Berry, à l'assemblée des états d'Orléans d'octobre et novembre 1439, un véritable débat fut organisé. Jacques Jouvenel des Ursins, le frère de l'auteur, le comte de Vendôme et quelques autres conseillers du roi auraient été »commis par l'ordonnance du roy et avis de son conseil« à défendre la paix, tandis que le comte de Dunois, le maréchal de La Fayette, le président du parlement, Jean Rabateau et autres membres du conseil devaient s'exprimer pour la guerre. Les deux orateurs des partis respectifs auraient été Jacques Jouvenel des Ursins et Jean Rabateau²¹. Jean Juvénal des Ursins participa aux assemblées d'états et il essaya de faire entendre ses propositions. Malheureusement, à son avis, le roi ne l'écoutait pas assez, et il s'en plaignait. À Orléans, le roi assista seulement aux sessions d'ouverture et de clôture. Juvénal des Ursins lui reproche de se cacher et de donner seulement »confort verbal sans aucun

¹⁷ Sur Silvester Pflieger, cf. Paul-Joachim HEINIG, Kaiser Friedrich III. (1440–1493). Hof, Regierung und Politik, 3 vol., Cologne, Weimar, Vienne 1997, vol. 1, p. 581–584; sur Nicodemo della Scala, cf. Claudia MÄRTL, Liberalitas Baioarica. Enea Silvio Piccolomini und Bayern, dans: Heinz DOPSCH et al. (dir.), Bayern und Italien. Politik, Kultur, Kommunikation, Festschrift für Kurt Reindel zum 75. Geburtstag, Munich 2001, p. 244; HALLAUER, Pentalogus (voir n. 9), p. 26–29.

¹⁸ Voir par exemple: Carmen CARDELLE DE HARTMANN, Lateinische Dialoge 1200–1400. Literaturhistorische Studie und Repertorium, Leyde, Boston 2007.

¹⁹ Nicole PONS, La guerre de Cent Ans vue par quelques polémistes français du xv^e siècle, dans: Philippe CONTAMINE, Charles GIRY-DELOISON, Maurice H. KEEN (dir.), Guerre et société en France, en Angleterre et en Bourgogne, xiv^e–xv^e siècle, Villeneuve d'Ascq 1991, p. 142–145.

²⁰ Nicole PONS (éd.), »L'honneur de la couronne de France«, Paris 1990, p. 141.

²¹ Gilles Le Bouvier, dit héraut Berry, Les chroniques du roi Charles VII, éd. Henri COURTEAULT, Léonce CÉLIER avec la collaboration de Marie-Henriette JULLIEN DE POMMEROL, Paris 1979, p. 208, n. a (addition marginale du manuscrit I); LEWIS, Écrits (voir n. 1), vol. 3, p. 62–63.

effect²². Toutefois, cette assemblée aboutit à quelques résultats, mais, en dépit de la bonne volonté, leur application effective laissa beaucoup à désirer. Elle accorda au roi une taille de cent mille livres et participa à l'élaboration de l'ordonnance du 2 novembre 1439, qui joua un rôle important dans la genèse d'une armée permanente²³. Le contenu de cette ordonnance est très proche des buts du traité de Jean Juvénal des Ursins, car elle vise à rétablir la discipline dans l'armée royale, elle énumère les actes répréhensibles interdits aux gens de guerre et organise la répression des délits au cas où ils se reproduiraient²⁴. Selon l'éditeur du »Loquar in tribulacione«, Peter Lewis, ce texte fut écrit à l'intention de l'assemblée des états de Bourges qui fut prévue pour 1440 et pour l'écrire Jean Juvénal des Ursins s'était éventuellement servi d'éléments d'une harangue qu'il avait rédigée à l'intention de l'assemblée d'Orléans²⁵.

Les sujets des traités de Jean Juvénal des Ursins, et particulièrement celui de »Loquar in tribulacione« présentent donc des liens étroits avec la discussion politique des cercles des conseillers de la cour de Charles VII et les assemblées d'états du temps. La même remarque vaut pour le »Pentalogus« et la cour de Frédéric III. Une partie de ce texte est consacrée à la présentation de la politique royale aux diètes de l'Empire et aux discours que l'empereur doit tenir personnellement. Dans la réalité, depuis 1440, deux des interlocuteurs fictifs de cette œuvre, le chancelier Kaspar Schlick et l'évêque Silvester Pflieger, avaient défendu la politique de Frédéric III aux diètes impériales²⁶. Les deux textes qui font l'objet de cette étude, le »Loquar in tribulacione« et le »Pentalogus«, concernent donc à la fois les questions de la

²² Jean Juvénal des Ursins, *Loquar in tribulacione* (voir n. 1), p. 322–323, ici p. 323.

²³ Jacques GARILLOT, *Les états généraux de 1439. Étude de la coutume constitutionnelle au XV^e siècle*, Nancy 1947, p. 18, 21, 22, 34–35. Sur l'armée permanente, voir Philippe CONTAMINE, *La guerre au Moyen Âge*, Paris ⁵1999, p. 232–306.

²⁴ GARILLOT, *Les états* (voir n. 23), p. 31; édition du texte: *Lettres de Charles VII, pour obvier aux pilleries et vexations des gens de guerre, Orléans, 2 novembre 1439*, dans: [Louis Guillaume] DE VILEVAUT, [Louis George Oudart Feudrix] DE BRÉQUIGNY (éd.), *Ordonnances des rois de France*, t. 13, Paris 1782, p. 306–313.

²⁵ LEWIS, *Écrits* (voir n. 1), vol. 1, p. 295, n. 1. Sur les négociations de paix de 1439, voir Christopher T. ALLMAND, *The Anglo-French Negotiations, 1439*, dans: *Bulletin of the Institute of Historical Research* XL, 101 (1967), p. 1–33. Sur la rhétorique et »l'opinion publique« voir Jörg FEUCHTER, *Zur Oratorik der französischen Generalstände im späten Mittelalter und der frühen Neuzeit (1302–1561)*, dans: ID., Johannes HELMRATH (dir.), *Politische Redekultur in der Vormoderne*, Frankfurt/M. 2008, p. 189–218; Klaus OSCHAMA, *Die Öffentlichkeit des Politischen*, dans: Martin KINTZINGER, Bernd SCHNEIDMÜLLER (dir.), *Politische Öffentlichkeit im Spätmittelalter*, Ostfildern 2011, p. 41–86; Nicolas OFFENSTADT, Patrick BOUCHERON (dir.), *L'Espace public*: <http://expedito.univ-paris1.fr/lamop/LAMOP/espacepublic/index.htm> (consulté le 11.08.2011).

²⁶ Eneas Silvius Piccolomini, *Pentalogus* (voir n. 9), introduction, p. 5.

guerre, de la paix intérieure et extérieure et des relations de la France et de l'Empire médiéval avec leurs voisins respectifs et l'Église. Pour Enea Silvio Piccolomini, les affaires de l'Église et de l'État sont étroitement liées. Il propose de les traiter simultanément au même endroit en y convoquant un concile et une diète impériale pour délibérer à la fois sur la fin du schisme et sur les problèmes politiques de l'Empire et de l'Italie²⁷.

Après une courte présentation des deux auteurs et de leur rôle dans leurs pays respectifs, la deuxième partie de l'exposé se référera à la critique de la guerre et des souffrances du peuple chez Jean Juvénal des Ursins, ainsi qu'à la question de savoir si ces traités contiennent des modèles du récit présents chez d'autres auteurs de l'époque de la guerre de Cent Ans. Ensuite, la troisième partie se référera à l'argumentation en faveur de la paix et de la guerre dans le »Loquar in tribulacione« de Jean Juvénal des Ursins et le »Pentalogus« d'Enea Silvio Piccolomini. Quels arguments emploient-ils et rencontrent-on des arguments communs? Comment s'y reflètent les spécificités de la situation politique et les différences de structure constitutionnelle de la France médiévale et de l'Empire?

I. Jean Juvénal des Ursins (1388–1473) et Enea Silvio Piccolomini (1405–1464)

Les opinions des deux auteurs sur la question de la paix et de la guerre sont fortement liées à leurs origines et à leurs parcours au sein de l'administration de leur royaume respectif et dans l'Église. Jean Juvénal des Ursins était profondément imprégné de la tradition familiale du service royal et de son appartenance au milieu parlementaire. D'origine italienne, Enea Silvio Piccolomini consacre une partie importante de son traité à la politique italienne de Frédéric III. Afin de comprendre les conseils des deux auteurs à leur prince, il faut donc tenir compte de quelques éléments biographiques.

²⁷ Ibid., p. 154–155: *Eneas*: »Poteris in concilio, inquam, de rebus Italie multa tractare – vocandi enim erunt omnes principes et communitates Almanie, ut veniant vel mittant ad concilium super factis imperii disposituri – ibique cum illis, quomodo transire debeas, agere et auxilia petere ac communicare consilia. Quod si nullum concilium esset et ire in Italiam velles, oportet te conventum habere principum in aliquo loco superioris Germanie, ut cum illis conferres. At si cum concilium habes, ecclesie simul et imperio consulis«. La même idée est exprimée dans: *ibid.*, p. 246–247.

Les Jouvenel: service du roi et parlement

Jean Juvénal des Ursins (1388–1473) faisait partie d'une famille d'officiers royaux. Son père, Jean I^{er}, était issu de l'équipe des »Marmousets«²⁸. Il fut conseiller du roi au Châtelet (1381). En 1389, il devint garde de la prévôté des marchands, puis en 1413 chancelier du duc de Guyenne²⁹. Au temps du »royaume de Bourges«, il fut président du parlement éphémère de Toulouse, qui fut transféré à Béziers³⁰, et – jusqu'à sa mort en 1431 – du parlement de Poitiers³¹.

Trois des fils de Jean I^{er} Jouvenel des Ursins commencèrent leur parcours au parlement: Jean II, l'auteur des traités en qualité d'avocat du roi, Guillaume (1401–1472), qui y fut conseiller et Jacques (1410–1457), qui fut avocat aux parlements de Poitiers et de Paris (1436)³². Les membres de la famille Jouvenel des Ursins comptaient parmi les orateurs des assemblées d'états et des conciles³³. Jacques fut archevêque de Reims, évêque de Poitiers et évêque titulaire d'Antioche. En 1445, Guillaume devint chancelier de France³⁴. Jean Juvénal des Ursins, notre auteur, qui avait fait des études de droit à Orléans, se désignait comme »licencié et docteur en loix et en décret«³⁵. En tant qu'avocat du roi, il défendit d'abord les droits du roi. Ensuite, comme évêque de Beauvais (1432), évêque de Laon (1444) et archevêque de Reims (1449), il défendit aussi les droits de l'Église. Chargé de missions diplomatiques, il participa à la négociation de la reddition de Rouen (1449) et à celle de la réconciliation entre Philippe le Bon et les Gantois. En 1455, il fut désigné

²⁸ Françoise AUTRAND, Naissance d'un grand corps de l'État. Les gens du parlement de Paris 1345–1454, Paris 1981, p. 77, 112.

²⁹ LEWIS, Écrits politiques (voir n. 1), vol. 3: La vie et l'œuvre, p. 29–32; Gillette TYL-LABORY, Jean Juvénal des Ursins, dans: Geneviève HASENOHR, Michel ZINK (dir.), Dictionnaire des lettres françaises, Paris 1992, p. 795–797; Patrick ARABEYRE, Juvénal des Ursins, Jean, dans: ID., Jean-Louis HALPÉRIN, Jacques KRYNEN (dir.), Dictionnaire historique des juristes français (XII^e–XX^e siècle), Paris 2007, p. 436–437; Pierre-Louis PÉCHENARD, Jean Juvénal des Ursins [...]. Étude sur sa vie et ses œuvres, Paris 1876; Louis BATTIFOL, Jean Jouvenel, prévôt des marchands de la ville de Paris (1360–1431), Paris 1894.

³⁰ André VIALA, Le parlement de Toulouse et l'administration royale laïque, 2 vol., Albi 1953, vol. 1, p. 62.

³¹ AUTRAND, Naissance (voir n. 28), p. 77, p. 186–187.

³² Peter S. LEWIS, Jouvenel des Ursins, dans: Lexikon des Mittelalters, vol. 5, Munich, Zurich 1991, col. 640.

³³ Heribert MÜLLER, Jean II Juvénal des Ursins und seine Familie: Jean I^{er} – Guillaume – Jacques (mit einem Exkurs zu Thomas de Courcelles und Jean de Grôle), dans: ID., Die Franzosen, Frankreich und das Basler Konzil (1431–1449), 2 vol., Paderborn, Munich 1990, vol. 1, p. 393–414.

³⁴ LEWIS, Jouvenel (voir n. 32), col. 640.

³⁵ LEWIS, Écrits (voir n. 1), vol. 3, p. 31.

comme l'un des juges dans le procès de révision de la condamnation de Jeanne d'Arc³⁶. En 1465, à l'issue de la guerre du Bien public, il fit partie d'une commission de trente-six réformateurs³⁷.

De plusieurs points de vue, Jean Juvénal des Ursins faisait figure de bon représentant d'un certain type du clergé français, à la fois très dévoué au royaume français et à ses institutions naissantes et à ses devoirs envers l'Église dans sa variante gallicane³⁸. À son époque, un tel parcours n'était pas rare. En 1438, la majorité des évêques français avait fait de longues études universitaires. Près de deux tiers de l'ensemble des évêques étaient au moins licenciés et quarante-deux avaient acquis le grade de docteur. Plus de soixante pour cent du total du corps épiscopal étaient gradués en droit (71). En revanche, seulement dix-sept des évêques de 1438 avaient fait des études de théologie³⁹. André Viala caractérisa déjà le père de notre auteur, Jean I^{er}, comme un »laïque champion de ce qu'on appellera plus tard le gallicanisme royal«⁴⁰. Pour Jean Juvénal des Ursins, cette tradition familiale du service royal jouait un rôle important. En 1452, il écrivait au roi :

Et si vous avons feu monsr. mon père et nous ses effans servis loyalment de nostre pouvoir; et mesmement moy en la garde de vostre ville de Beauvais, moy estant evesque d'icelle, ou j'ay esté de xij a xij ans en guerre continuelle, et eulx des paines et travaux et despences infinis sans avoir aucun proffit de vous ne d'aultres, et y ay acomply la loyauté que doy avoir envers vous et hommages et seremens que avoye fais de mon povre pouvoir⁴¹.

Comme il sera démontré au cours de cet exposé, cette obligation de fidélité n'exclut pas une critique très prononcée des dysfonctionnements du royaume.

³⁶ Jean FAVIER, Pierre Cauchon: Comment on devient le juge de Jeanne d'Arc, Paris 2010, p. 596–600.

³⁷ TYL-LABORY, Jean Juvénal (voir n. 29), p. 796.

³⁸ Sur ce type de clergé, voir Vincent TABBAGH, Gens d'Église, gens de pouvoir (France, XIII^e–XV^e siècle), Dijon 2006, particulièrement: Une famille de grands clercs au XIV^e siècle: les Molins entre dévotion, ascension sociale et service de l'État, p. 53–85. Vincent Tabbagh constate que les membres de la famille Molins entendent maintenir une intime fusion entre le service du roi et celui de l'Église et que »les Molins sont des clercs, non des prêtres« (ibid., p. 76).

³⁹ Chiffres et pourcentages d'après TABBAGH, Gens d'Église (voir n. 38), p. 106–107. Cette étude se réfère à cent dix-sept sièges. Deux sièges d'un total de cent dix-neuf étaient vacants.

⁴⁰ VIALA, Le parlement de Toulouse (voir n. 30), vol. 1, p. 62; MÜLLER, Die Franzosen (voir n. 33), p. 395.

⁴¹ Verba mea auribus percipe, domine (1452), dans: LEWIS, Écrits politiques (voir n. 1), vol. 2, p. 186; Gisela NÄEGLE, Im Dienst von König und Königreich? Französische »officiers« im Spätmittelalter, dans: Rainer C. SCHWINGES, Christian HESSE, Peter MORAW (dir.), Europa im späten Mittelalter. Politik – Gesellschaft – Kultur, Munich 2006 (Beihefte der Historischen Zeitschrift, 40), p. 169–196.

Bien au contraire, pour Jean Juvénal des Ursins, cette critique est même un devoir qui découle directement de l'exercice de ses fonctions et de son parcours entre royaume et Église. Le service du roi et celui de Dieu et de l'Église forment un tout, ils sont inséparablement liés⁴². En passant en revue sa carrière au service du roi, il constate avoir »esté vostre advocat et conseiller en vostre court de Parlement, ou j'ay gardé a mon povoir les drois de la coronne et de vous, et encores seroye et suis prest de ce faire«⁴³. Il est significatif que les droits de la couronne soient mentionnés avant ceux du roi, car selon cette conception du service royal incarné par le milieu parlementaire, il peut être nécessaire de protéger les droits du royaume contre un roi mal conseillé et de protéger le roi contre lui-même⁴⁴.

Conformément à sa formation intellectuelle, les écrits de Jean Juvénal des Ursins contiennent des références fréquentes à la Bible, au droit romain et canonique et aux écrits des Pères de l'Église, mais il s'agit souvent d'emprunts tirés de Thomas de Hibernia, ou du »Policraticus« de Jean de Salisbury⁴⁵. Dans son »Audite celi«, il reconnaît explicitement le caractère approximatif d'une partie de ses citations. Il en fait même un principe. En l'intégrant dans sa fiction littéraire, il fait dire à *Devote Creature* (le personnage fictif qui est

⁴² »car sur mon arme et par le serement que je vous ay fait je cuide bien dire et faire, et ne ditz [des choses qui risquent de déplaire au roi] [...] que pour advertissemens au bien de vous et de vostre seignourie. Mais il y a une aultre plus grant raison que je suis comme contraint de le faire; car moy estans en grans pensees et ymaginacions et a proprement parler chagrins et desplaisirs de plusieurs merueilleuses choses que je veoyoie, oyoye et savoye, les clameurs et plaintes du peuple, craignant et doubtant les vous exposer ou de ce vous en advertir, me sembla que a moy vint une voix et par plusieurs et diverses foys, qui me disoit les parolles que Dieu dit a Samuel du roy d'Israel, *primo regum IX capitulo* [Vulg. I reg. 9, 17]: *Hic est vir quem dixeram eis, ipse dominabitur populo meo*, en me demonstrant, mon souverain seigneur, vostre personne« (Verba mea [voir n. 41], p. 187). Dans le »Loquar in tribulacione« (voir n. 1), Jean Juvénal des Ursins dit aussi que son devoir de critique découle de ses fonctions de pair de France: »je cuide dire verité, pour le bien de luy [du roi] et de sa seignorie; j'ay esté son advocat, je suis son per, je luy ay promis de luy reveler son dommage et de faire son prouffit; je cuide en luy monstrant ce qui dit est que c'est m'acquiter loyalment [...]. Et aussi Dieu me le commande, qui suis homme d'eglise, par la bouche du prophète, Ysay LVIII [Vulg. Is. 58, 1], *Clama ne cesses, quasi tuba exalta vocem tuam et annuncia peccata eorum*: c. *Sit rector* XLIII di. [Décret 1, 43, 1]« (ibid., p. 365).

⁴³ Verba mea (voir n. 41), p. 186.

⁴⁴ Gisela NÄEGLE, Bien commun et chose publique. Traités et procès à la fin du Moyen Âge, dans: Histoire et archives 19 (2006): Histoire de l'intérêt général, Paris 2007, p. 87–111.

⁴⁵ RIGAUDIÈRE, Le prince (voir n. 4), p. 82; LEWIS, Écrits (voir n. 1), vol. 3, p. 103–107 (le bagage intellectuel).

chargé de transmettre les propos des autres personnages allégoriques à l'auteur) qu'elle avait l'impression que »ladicte dame nommee France allequet plusieurs auctorités, tant de droyt civil que canon, mais elle ne pot retenir que seullement l'effect et substance desdis droys«⁴⁶.

Enea Silvio Piccolomini au nord des Alpes

La famille d'Enea Silvio Piccolomini, le futur pape Pie II (1405–1464), était noble mais pauvre. Comme tous les nobles, elle fut écartée de la direction du gouvernement de Sienne. Le jeune Enea Silvio choisit le chemin de l'exil volontaire, puis saisit l'occasion de suivre le cardinal Domenico Capranica au concile de Bâle⁴⁷. Sous le règne de l'empereur Sigismond, plusieurs de ses compatriotes et particulièrement les membres de l'élite dépossédés par les événements politiques avaient suivi avec succès des voies comparables. Ils entrèrent au service de princes italiens, de l'Église et de l'empereur⁴⁸. On peut citer en exemple la famille de l'évêque de Freising, Nicodemus della Scala, l'un des interlocuteurs du »Pentalogus«⁴⁹. Enea Silvio entre au service de Frédéric III à l'époque où l'ancien chancelier de Sigismond et Albert, Kaspar Schlick, y retourne. Le jeune Italien se lie d'amitié avec le chancelier, qui le protège et facilite son ascension à la cour⁵⁰. Au total, le séjour d'Enea

⁴⁶ Jean Juvénal des Ursins, *Audite celi* (voir n. 1), p. 182–183.

⁴⁷ Pii II *Commentarii rerum memorabilium que temporibus suis contigerunt*, éd. Adrianus VAN HECK, 2 vol., Città del Vaticano 1984, vol. 1, p. 41–43. Sur la biographie voir: Franz-Josef WORSTBROCK, *Piccolomini, Verfasserlexikon*, éd. Kurt RUH, vol. 7, Berlin ²1989, col. 634–669; Erich MEUTHEN, Pius II, dans: *Theologische Realenzyklopädie*, Berlin, New York 1996, vol. 26, col. 649–652; Marco PELLEGRINI, Pio II, dans: *Enciclopedia dei Papi*, éd. Istituto della Enciclopedia Italiana, 3 vol., Rome 2000, vol. 2, col. 663–685; Luisa ROTONDI SECCHI TARUGI (dir.), *Pio II umanista europeo*, Florence 2007; Manlio SODI, Arianna ANTONIOTTI (dir.), *Enea Silvio Piccolomini. Pius Secundus poeta laureatus Pontifex maximus*, Città del Vaticano 2007; sur les publications à l'occasion du 600^e anniversaire de Pie II voir Martin WAGENDORFER, *Von olanischen Bädern, humanistischen Kursiven und tiefem Rausch*, dans: *MIÖG* 114 (2006), p. 404–417.

⁴⁸ Gisela BEINHOFF, *Italiener am Hof Kaiser Sigismunds (1410–1437)*, Francfort/M. 1995, p. 331–336.

⁴⁹ Manfred HEIM, *Nicodemus della Scala, [évêque de Freising à partir de 1422, † 1443]*, dans: *Neue Deutsche Biographie*, éd. Historische Kommission bei der Bayerischen Akademie der Wissenschaften, t. 19, Berlin 1999, p. 261–262.

⁵⁰ Sur Kaspar Schlick, voir Paul-Joachim HEINIG, *Schlick, Kaspar*, dans: *Lexikon des Mittelalters*, t. 7, Munich 1995, col. 1489–1490, Id., *Kaiser Friedrich III (1440–1493). Hof, Regierung und Politik*, 3 vol., Cologne, Weimar 1997, vol. 1, p. 638–646.

Silvio Piccolomini au nord des Alpes dura plus de vingt ans⁵¹. Il fut chargé de nombreuses missions diplomatiques, parla aux diètes de l'Empire⁵² et joua un rôle décisif dans les négociations entre le roi et le pape et lors de la préparation du couronnement impérial et du mariage de Frédéric III. Par la suite, sa carrière fut l'une des plus brillantes de son temps. En 1458, il fut élu pape. Pie II fut un grand promoteur de l'idée de croisade, il possédait des expériences de »diplomate« au service de plusieurs maîtres et faisait partie des acteurs politiques principaux de son temps⁵³. Au-delà de ses activités politiques, il fut auteur d'œuvres littéraires et historiographiques et propagea les idées humanistes en Allemagne et en Autriche⁵⁴. Parmi ses œuvres historiographiques, relativement au sujet de cette étude, il convient de mentionner particulièrement son »*Historia Australis*«⁵⁵.

Mais, à l'époque où il écrit le »*Pentalogus*«, Enea Silvio est encore *poeta* et secrétaire au service du roi Frédéric III, qui n'est pas encore empereur. Ses débuts à la cour sont difficiles et il doit encore conquérir sa place⁵⁶. Pour lui,

⁵¹ Franz FUCHS (dir.), Enea Silvio Piccolomini nördlich der Alpen, dans: Pirkheimer Jahrbuch 22 (2007); Thea BUYKEN, Enea Silvio Piccolomini: Sein Leben und Werken bis zum Episkopat, Bonn, Cologne 1931; Berthe WIDMER, Enea Silvio Piccolomini, in der sittlichen und politischen Entscheidung, Bâle, Stuttgart 1963.

⁵² Johannes HELMRATH, Reden auf Reichsversammlungen im 15. und 16. Jahrhundert, dans: Lotte KÉRY, Dietrich LOHRMANN, Heribert MÜLLER (dir.), Licet preter solitum. Ludwig Falkenstein zum 65. Geburtstag, Aix-la-Chapelle 1998, p. 266–286; Johannes HELMRATH, Die Reichstagsreden des Enea Silvio Piccolomini 1454/55. Studien zu Reichstag und Rhetorik, 2 vol, thèse d'habilitation univ. Cologne, inédite (1994).

⁵³ ROTONDI SECCHI TARUGI (dir.), Pio II (voir n. 47).

⁵⁴ Johannes HELMRATH, »*Vestigia Aeneae imitari*«. Enea Silvio Piccolomini als »Apostel« des Humanismus. Formen und Wege seiner Diffusion, dans: ID. et al. (dir.), Diffusion des Humanismus, Göttingen 2002, p. 99–141; ROTONDI SECCHI TARUGI (dir.), Pio II (voir n. 47); Paul WEINIG, Aeneam suscipite, Pium recipite Aeneas Silvius Piccolomini. Studien zur Rezeption eines humanistischen Schriftstellers im Deutschland des 15. Jahrhunderts, Wiesbaden 1998; Frank FÜRBEETH, Aeneas Silvius Piccolomini Deutsch. Aspekte der Überlieferung in Handschriften und Drucken, dans: Stephan FÜSSEL, Volker HONEMANN (dir.), Humanismus und früher Buchdruck, dans: Pirkheimer Jahrbuch 11 (1996), p. 83–114; Paul WEINIG, Aeneas Silvius Piccolomini in Deutschland, dans: *ibid.*, p. 71–82.

⁵⁵ Eneas Silvius Piccolomini, *Historia Australis*, Teil 1, Einleitung von Martin WAGENDORFER, 1. Redaktion, éd. Julia KNÖDLER, Hannover 2009 (MGH *Scriptores Rerum Germanicarum*, Nova series XXIV, Pars 1); Teil 2, 2. und 3. Redaktion, éd. Martin WAGENDORFER, Hannover 2009 (*ibid.*, Pars 2); Aeneas Silvius de Piccolomini, *Historia Australis*, éd. Jürgen SARNOWSKY, Darmstadt 2005; Martin WAGENDORFER, *Studien zur Historia Australis des Aeneas Silvius de Piccolominibus*, Munich 2003.

⁵⁶ Gisela NAEGLE, Écrire pour le prince au XV^e siècle: deux Italiens à la cour: Christine de Pizan et Enea Silvio Piccolomini, dans: Jean-Marie CAUCHIES (dir.), Bourgui-

selon ses dires, donner des conseils à Frédéric III n'équivaut pas à écrire sur un pays étranger »Nec ego peregrine rei publice tracto negotium; sed natus sub imperio res imperii agito, et christianus rem ecclesie, que mater omnium fidelium est, de illisque sum sollicitus«⁵⁷. À la fin de son traité, il constate que son but était de ne rien taire qui pourrait servir à l'utilité de l'Empire, à la gloire du roi et à la vraie paix de sa patrie italienne⁵⁸. Comme Juvénal des Ursins, il écrit à la fois sur les affaires de l'État et sur celles de l'Église. Contrairement à Enea Silvio, au moment où il compose ses traités, en tant qu'évêque de Beauvais (entre 1432 et 1444), Jean Juvénal des Ursins est directement confronté aux souffrances de la guerre et, dans le »Loquar in tribulacione«, il parle de ses expériences personnelles.

II. »Tribulatio proxima est quoniam non est adiutor« (Vulgate, Ps. 21, 12)

Cette citation du traité de Jean Juvénal des Ursins se retrouve avec plusieurs variantes chez d'autres auteurs. Elle décrit un sentiment vif de danger et de menace occasionné par la proximité des combats. Aux XIV^e et XV^e siècles, en temps de guerre, vivre dans une ville comme Beauvais était dangereux. Pour bien des observateurs contemporains des événements, ce sentiment de danger était encore renforcé par l'impression que la fin du monde était proche et que la guerre et les défaites étaient une punition divine envoyée pour les péchés du peuple. Ainsi, l'adversaire pouvait être perçu comme instrument de la punition divine, comme »verge de Dieu«. Contrairement à ce que l'on observe dans l'Empire médiéval, les témoignages de nature narrative, émanant directement des villes concernées par les opérations militaires sont beaucoup plus rares en France, car, à quelques exceptions près, on ne dispose pas de chroniques urbaines. Le traité »Loquar in tribulacione« est un précieux témoignage sur la vie urbaine pendant la guerre de Cent Ans. Selon son auteur, il s'agit d'une »manière de espictre [épître]« adressée au roi par »Jehan Juvenal des Ursins, povre et indigne evesque et conte de Beauvais«. Il dit qu'il parlera en la »tribulacion de son esprit« et de »l'amaritude de son arme«. Le texte commence par une citation de la Bible, empruntée au livre de Job: »Loquar in tribulacione spiritus mei, confabulor cum amaritudine animae meae«

gnons en Italie, Italiens dans les pays bourguignons (Publication du Centre européen d'études bourguignonnes 49 [2009]), p. 329–345.

⁵⁷ Eneas Silvius Piccolomini, *Pentalogus* (voir n. 9), p. 52–53.

⁵⁸ *Eneas*: »Satisfeci tamen animo meo, nec unquam me cogitatio remordebit, quod ea tacuerim, que utilitatem imperii et decus regium ac nationis mee Italice veram pacem respiciunt« (Eneas Silvius Piccolomini, *Pentalogus* [voir n. 9], p. 306).

(Vulg. Iob 5, 11)⁵⁹. L'auteur prétend d'abord qu'il n'a pas l'intention de se comparer à Job, mais, finalement, il le fait pour attirer l'attention sur sa situation désespérée:

sy ay je moult grans tribulacions, adversités et afflictions, car je suis père spirituel ou diocese de Beauvais, et ay plusieurs belles terres et seignouries ou souloit avoir laboureurs et bestail, mais par les ennemis et ceulx qui se dient au roy, les pauvres gens ont esté tuez, prins, enmenés, pillez, robez et tirannisez et ont perdu tout leur bestail, et est le paiz tout destruit et désolé, et si sont les esglises, maisons arsees, brulees, et fouldroies et en ruyne, et tant par prison que autrement ont tué mon povre peuple; et pour abreger j'ay perdu terres, bestail et mon peuple qui sont mes enfants ainsi que fist Job⁶⁰.

Bien que cette description concerne surtout les destructions à la campagne, les conséquences sont très sensibles pour la ville, qui doit accueillir des réfugiés et faire face à la destruction des récoltes et des ressources alimentaires nécessaires à son approvisionnement. Dans son »Journal«, le bourgeois de Paris⁶¹ note et commente soigneusement les hausses du prix des vivres à Paris. L'ordonnance du 2 novembre 1439 reprend la plupart des crimes de la liste du »Loquar in tribulacione«. Elle défend de piller, dérober, emprisonner, rançonner, incendier, voler du bétail, etc. Elle essaie de protéger les récoltes et particulièrement le blé et les vignes⁶². Sous Louis XI, en 1477, la destruction systématique des champs et des récoltes compte parmi les moyens employés pour affamer les villes et réduire leur capacité de résistance. Dans sa lettre de mai 1474 à son »amé et féal conseiller et chambellan« le sire du Lude, gouverneur du Dauphiné, Louis XI écrit: »Je vous prie [...] que vous fassiez avancer les gens d'armes et que, en la plus grande diligence que vous pourrez, vous entriez au pays de Roussillon, er fassiez le gast, ainsi que vous ai écrit, et en manière qu'il ne faille plus retourner et qu'il n'y demeure un seul arbre portant fruit sur bout, ni vigne qui ne soit coupée et estrepée, et que tous les blés soient brûlés«⁶³.

Conformément au but de son »Pentalogus«, qui envisage une intervention militaire en Italie, Enea Silvio Piccolomini parle peu des souffrances de la guerre. Il souligne seulement que la plus grande part de l'Italie souffre depuis longtemps d'une sorte de guerre perpétuelle qui ruine le commerce. Les villes italiennes, qui furent très riches, en sont sorties très appauvries. Mais, d'après

⁵⁹ Juvénal des Ursins, *Loquar in tribulacione* (voir n. 1), p. 301 et p. 301, n. 1.

⁶⁰ *Ibid.*, p. 301–302.

⁶¹ Sur ce texte, voir Françoise AUTRAND, *Journal d'un bourgeois de Paris*, dans: *Lexikon des Mittelalters*, vol. 5, Munich, Zurich 1991, col. 639; éditions: Alexandre TUEY (éd.), *Journal d'un bourgeois de Paris 1405–1449*, Paris 1881; Colette BEAUNE (éd.), *Journal d'un bourgeois de Paris de 1405 à 1449*, Paris 1990, 1997.

⁶² *Lettres de Charles VII du 2 novembre 1439*, dans: *Ordonnances t. 13* (voir n. 24), art. 6–13, p. 307–308.

⁶³ Henri DUBOIS, *Lettres choisies de Louis XI*, Paris 1996, n° 276, p. 285–286.

Enea Silvio, du point de vue des intérêts de Frédéric, cet appauvrissement pourrait constituer un avantage parce qu'il affaiblira la capacité des villes à lui résister⁶⁴. À cet égard, bien que dans d'autres parties du traité il souligne les effets bénéfiques du rétablissement de la paix et d'une justice plus effective sur le commerce, son point de vue est plus proche des calculs militaires de Louis XI que des soucis de l'évêque de Beauvais. Après avoir donné une description générale de la situation, Juvénal des Ursins passe à la citation du titre, qui exprime son inquiétude profonde:

et si n'ay pas lieu seur ou je puisse avoir ma vie pour reposer, car a Beauvais tous les jours je suis en dangier et peril de ma personne, ou de mort ou de prinse. *Tribulacio maxima est, et non est qui adiuvet: psalmo XXI^o*; la tribulacion est grande et terrible, et n'y a personne qui aide. Et la chose qui me peut donner plus grande consolacion, c'est que je croy que c'est la voulenté divine, et que par noz pechiés et ceulx de nos predecesseurs il nous envoye ceste pugnicion, et que justement il le fait et l'avons bien deservy⁶⁵.

Mais cette consolacion n'est que passagère. Finalement, le désespoir et la souffrance sont trop grands. Il faut les faire connaître et lancer un appel au roi, qui doit se réveiller et essayer d'y remédier: »nous voulons que tout le monde sache et que nul ne ignore nostre tribulacion, que nous sommes grevés oultre mesure et plus que nostre vertu ne peut supporter«⁶⁶. Ensuite, Juvénal des Ursins parle des conséquences des batailles d'Azincourt (1415), de Verneuil (1424) et d'autres encore, des prises des cités, villes et châteaux par les ennemis et de »tous les maulx et inhumanités que ennemis peuvent faire«⁶⁷, ainsi que des crimes de guerre. Il parle des excès commis par l'ennemi et les mercenaires étrangers, mais il critique aussi le manque de discipline et les crimes commis par les gens d'armes français: »Et Dieu scet les tyrannies que a souffertes le povre peuple de France par ceulx qui les deussent avoir gardés, car entre eulx n'a eu ne ordre ne forme de conduire guerre, maiz chacun a fait le piz qu'il a peu, en eulx en ce faisant glorifians«⁶⁸.

Parler de l'indicible: crimes de guerre et souffrances

Selon Jean Juvénal des Ursins, on commet des profanations d'églises et de reliques, on torture des innocents, on leur prend leurs possessions, on les rançonne, on commet des mutilations, des meurtres, des viols, etc. et l'on ne ménage ni les femmes enceintes ni les enfants. Cette présentation des crimes

⁶⁴ Eneas Silvius Piccolomini, *Pentalogus* (voir n. 9), p. 222–223, 226–231.

⁶⁵ Jean Juvénal des Ursins, *Loquar in tribulacione* (voir n. 1), p. 302–303.

⁶⁶ *Ibid.*, p. 304.

⁶⁷ *Ibid.*, p. 307.

⁶⁸ *Ibid.*, p. 309.

de guerre contient des éléments typiques présents dans de nombreux autres récits tels que la mention de la violence contre les femmes enceintes, les enfants et les nouveau-nés. Pour ces parties de son traité, Jean Juvénal des Ursins s'inspire de ses propres expériences, mais il emprunte aussi des éléments des œuvres de plusieurs illustres prédécesseurs, par exemple du »Vivat Rex« de Jean Gerson⁶⁹. Il s'agit d'une technique littéraire qui est également employée par Enea Silvio Piccolomini qui reprend et »adapte« souvent des citations d'auteurs de l'Antiquité gréco-romaine à ses propres besoins. Mais, dans les deux cas, puisqu'il s'agit en même temps de passages fondés sur les expériences personnelles et le »vécu« de leur auteur, l'impression d'authenticité créée par ces descriptions est justifiée. Dans le »Pentalogus«, Enea Silvio Piccolomini parle aussi de mercenaires et étrangers en Italie, mais pour lui il s'agit surtout d'un problème »technique«. Ses réflexions et propositions concernent avant tout les moyens pratiques de l'approvisionnement des gens d'armes de Frédéric en Italie et leur financement⁷⁰.

Jean Juvénal des Ursins dénonce également un crime de guerre concret, l'incendie de l'église de Lihons-en-Santerre de février 1440 qui, selon lui, avait coûté la vie à deux cents ou trois cents personnes⁷¹. En 1445, quand il écrit à son frère Guillaume, devenu chancelier de France, il »commente« son traité »Loquar in tribulacione« et souligne les liens étroits avec sa situation personnelle de cette époque: »pour lequel temps j'estoye bien troublé, pour ce que ou fait de la guerre ne en la conduite d'icelle n'avoit rime ne raison, mais que toute tyrannye, et j'estoye ou feu de la guerre, c'est assavoir a Beauvais, qui estoit en voye de perdicion«⁷².

En ce qui concerne les crimes de guerre, le même type d'argumentation est utilisé pour décrire les crimes commis lors de la conquête de Paris par les Bourguignons en 1418⁷³. Pour l'année 1417, le Bourgeois de Paris plaint ceux qui venaient de la Normandie à Paris et qui, après avoir échappé aux Anglais par rançon ou un autre moyen, avaient été pris par les Bourguignons et ensuite par les Français »et traités si cruellement et par tyrannie comme Sarrasins«⁷⁴. Dans un traité anonyme antianglais, les »Debaz d'entre les roys de France et d'Angleterre touchant les duchies de Guyenne et de Normandie«, on peut lire des descriptions semblables des crimes des Anglais qui ont »destriot et gasté tout le royaume«: »on n'en pourroit pas recouvrer la cen-

⁶⁹ LEWIS, *Écrits* (voir n. 1), vol. 3, p. 105, 108.

⁷⁰ Eneas Silvius Piccolomini, *Pentalogus* (voir n. 9), p. 234–239.

⁷¹ *Loquar in tribulacione* (voir n. 1), p. 308 et p. 308, n. 2.

⁷² Jean Juvénal des Ursins, A, A, A *Nescio loqui*, dans: LEWIS, *Écrits* (voir n. 1) vol. 1, p. 522–523.

⁷³ Sur ces événements, voir Bertrand SCHNERB, *Les Armagnacs et les Bourguignons. La maudite guerre*, Paris 1988, p. 189–193.

⁷⁴ BEAUNE (éd.), *Journal d'un bourgeois de Paris* (voir n. 61) p. 103.

tiesme partie des dommages qu'ilz ont faiz oudit royaume de France, sans compter en ce les enfants mors sans baptesme, les femmes d'Eglise violees, les mariees forcees, les pucelles deflorees, les eglises arses et foulees, les saintes reliques perdues et gastees, et la grant effusion de sang chrestien»⁷⁵.

Cette argumentation n'est pas typiquement française, les mêmes formules furent déjà employées au XIV^e siècle par des auteurs anglais⁷⁶. À l'époque de la rédaction du traité »Loquar in tribulacione«, dans son accord à négocier avec l'Angleterre, de mars 1439, Charles VII reprend l'idée qu'il faut éviter l'effusion de sang:

Savoir faisons que nous, qui tousjours avons ame, desire et desirons parvenir au bien de ladicte paix, pour honneur et reverence de Dieu, nostre createur, et de sa benoiste mere, et pour eviter leffusion du sang humain, et relever le povre peuple des griefs, maux et oppressions que tant longuement a souffert et soustenu a loccasion de la guerre, et mesmement en la faveur de la delivrance de nostre dit frere [...]⁷⁷.

Comme le montre Bertrand Schnerb, un traité de suspension d'armes de la ville de Caudebec réclame d'éviter »l'effusion du sang d'umaine creature«⁷⁸. Cependant, dans le traité anonyme cité, la condamnation des Anglais va encore plus loin. On y trouve un autre *topos* du genre, la comparaison avec des animaux sauvages, particulièrement avec les loups, et les »buveurs de sang«. Les Anglais sont gens maudits, »contredisans a tout bien et a toute raison, loups ravissans, orgueilleux, pompeux, papelars, decevans et sans conscience, tirans et persecuteurs de chrestiens, et qui boivent et transgloutissent le sang humain, ressemblans a la nature des oyseaulx de proye qui vivent de rapine et aux despens a leurs simples et debonnaire voisins«⁷⁹. Les mêmes images apparaissent déjà pendant la crise du milieu du XIV^e siècle. Dans le motet n° 21 de Guillaume de Machaut, »Christe qui lux es, veni creator spiritus«, on peut entendre les passages suivants:

*Circumdant nos inimici,
Sed et nostri domestici,
Conversi sunt in predones:*

⁷⁵ PONS (éd.), L'honneur (voir n. 20), p. 64–65; sur cet argument, voir Nicolas OF-FENSTADT, Faire la paix au Moyen Âge, Paris 2007, p. 92.

⁷⁶ Voir *supra*, Jean-Marie MOEGLIN, À la recherche, particulièrement p. 76–79 et la citation dans la note 68.

⁷⁷ Christopher T. ALLMAND, Documents Relating to the Anglo-French Negotiations of 1439, dans: Camden Miscellany, Londres 1972 (Camden Fourth Series, vol. 9), vol. XXIV, n° 1: Charles VII agrees to the holding of negotiations between England and France, 10 March 1439, p. 85–88, ici, p. 88.

⁷⁸ Voir *supra*, Bertrand SCHNERB, Sauver les meubles, p. 226 (traité de suspension d'armes).

⁷⁹ PONS (éd.), L'honneur (voir n. 20), p. 66.

Leopardi et leones,

Lupi, milvi et aquile

Rapiunt omne reptile

Consumant nos carbunculi.

Ad te nostri sunt oculi:

Perde gentem hanc rapacem,

Jhesu, redemptor seculi,

Et da nobis tuam pacem.

[Il suit le ténor]:

Tribulatio proxima est et

*Non est qui adjuvet*⁸⁰.

Ce type de description des horreurs de la guerre se retrouve dans l'Empire médiéval. Le rapport des messagers des évêques de Strasbourg et de Bâle devant une assemblée à Lucerne en date du 10 septembre 1474, qui poursuit l'obtention d'une aide des confédérés suisses contre le duc de Bourgogne (laquelle fut refusée), livre une énumération très semblable de crimes: profanations des sacrements, excès à l'égard des prêtres, incendies et pillages des églises, vols d'instruments liturgiques, viols dans les églises sur les ossements des morts, meurtres, délits homosexuels, enlèvements, emprisonnements, etc. Dans ce rapport, les messagers disent qu'en commettant de tels crimes contre des chrétiens le duc ne vaudrait guère mieux que l'incroyant Turc⁸¹. Ces images font également partie d'un »fonds commun« européen d'arguments employés contre les tyrans. En langue latine, elles font partie des instructions des ambassadeurs de l'université de Paris à l'assemblée des états généraux de 1439⁸². Le même type de liaison entre la tyrannie et un

⁸⁰ Guillaume de Machaut, Motet 21, dans: Anne WALTERS ROBERTSON, Guillaume de Machaut and Reims. Context and Meaning in his Musical Works, Cambridge 2002, p. 326–327.

⁸¹ Claudius SIEBER-LEHMANN, Spätmittelalterlicher Nationalismus: die Burgunderkriege am Oberrhein und in der Eidgenossenschaft, Göttingen 1995, Quellentext n° 14 (10 septembre 1474), p. 424–426, »und daby angesechen, das des hertzogen von Burgunn begeren und furnamen, so er gegen cristenlichen luten brucht, nit besser ist den des unглоebigen Tuerken« (p. 425).

⁸² »Item et specialiter poterit et ostendi, quanta a XXX^a annis, occasione guerre, hoc miserabile regnum subierit detrimenta, scilicet in desolacione ecclesiarum et diminutione cultus divini, in opprobrium et contemptum fidei catholice et orthodoxe religionis. Sunt enim immense ecclesie manu sacrilega depredate, orbate presbiteris et populo, destructe et in ruinam irreparabilem collapse; sacre reliquie et vasa sacra violenta direpcione asportata; ymo ipsum preciosissimum Christi corpus sepe infideli temeritate irreventer tractatum, et viliter humi projectum, ad depredacionem sacri

comportement sexuel répréhensible est opéré par Jean Juvenal des Ursins⁸³. Des recherches récentes ont montré que la persécution des délits sexuels et du crime de sodomie peuvent servir comme instruments dans le combat des princes européens contre leurs adversaires politiques et leurs concurrents. Ainsi ce type de mesures de répression fait partie de l'arsenal des armes mobilisées par le pouvoir ducal bourguignon lorsqu'il renforce son contrôle politique et essaye de restreindre l'autonomie des villes au Pays-Bas⁸⁴ ou encore au cours des luttes politiques intra-urbaines en Castille⁸⁵. Dans le »Loquar in tribulacione«, d'un point de vue rhétorique, ces parties du texte sont soigneusement construites, comme dans le passage suivant, qui procède par oppositions et qui est très proche de la partie correspondante du sermon

vasis ad ejus custodiam ordinati. Sunt insuper homicidia innumera, eciam in sacris perpetrata edibus, tempa succensa igni, et ad ea reffugientes innocentes, qualibet spreta emunitate absque offensa, inhumaniter trucidati, combusti, aut alias, absque pietate, gladio interempti. Neque vero describi possent tyrannides quibus indifferenter tam religiosi aut ecclesiastici, quam seculares, impiis manibus et diversis tormentorum, questionum et penarum generibus sunt afflicti adeo quod eciam infideles et pagani populum christianum tam enormi crudelitate tractare vererentur si eisdem tributum redderentur. Quante insuper mulieres violatae, virgines defloratae, conjugia fedata, pregnantes mulieres suffocate, partus et parvuli absque baptismo et sepe in utero matris periclitati sint, exprimi non posset« (Instructiones ambaxiatorum Universitatis transmittendorum ad convencionem trium statuum hujus regni pro pace generali, septembre–octobre 1439, dans: Henri DENIFLE, Émile CHATELAIN [éd.], *Chartularium Universitatis Parisiensis*, Paris 1897, vol. 4, n° 2536, p. 610–613, ici p. 611).

⁸³ »Vous [le roi] estes endormy entre les tyrannies que seuffre vostre peuple, et pour ce je puis bien dire de vostre seignorie ce qui est escript Ezechiel. XXIII^o, *In immundiciis polluta est, et fornicaciones suas non reliquunt, et dormiunt cum ea* [Vulg. Ezech. 23, 7–8] vostre seignourie est polluë en immundicités, ceulx qui exercent les tyrannies et fornicacions que ilz font, et en icelles dorment avec vostre dicte seignorie« (Jean Juvéнал des Ursins, *Loquar in tribulacione* [voir n. 1], p. 328).

⁸⁴ Marc BOONE, *Le très fort, vilain et detestable criesme et pechié de zodomie: la répression de la sodomie à Bruges à l'époque bourguignonne*, dans: ID., *À la recherche d'une modernité civique*, Bruxelles 2010, p. 87–97 (avec des réflexions sur les différences avec les villes italiennes); ID., *State Power and Illicit Sexuality: The Persecution of Sodomy in Late Medieval Bruges*, dans: *Journal of Medieval History* 22 (1996), p. 135–153.

⁸⁵ Jesús Ángel SOLÓRZANO TELECHEA, *Fama publica*, Infamy and Defamation: Judicial Violence and Social Control of Crimes against Sexual Morals in Medieval Castile, dans: *Journal of Medieval History* 33 (2007), p. 398–413, particulièrement p. 411–413; Jacques CHIFFOLEAU, *Dire l'indicible. Remarques sur la catégorie du nefandum du XII^e au XV^e siècle*, dans: *Annales ESC* 45 (1990), p. 289–324; Christine REINLE, *Das mittelalterliche Sodomiedelikt im Spannungsfeld von rechtlicher Norm, theologischer Deutung und gesellschaftlicher Praxis*, dans: Stefan ESDERS (dir.), *Rechtsverständnis und Konfliktbewältigung*, Weimar, Vienne 2007, p. 165–209.

»Vivat Rex« de Jean Gerson⁸⁶: »Mais nous avons pour justice violence, pour misericorde rapine, pour protection destruction, pour soustenance subversion, pour pasteurs pilleurs et meurtriers, pour deffenseurs persecuteurs«⁸⁷.

Vivre en ville en temps de guerre

Le peuple cherche des issues à cette situation désespérée, et l'une des solutions décrites par Juvénal des Ursins est le paiement de pâtes à la garnison la plus proche. Mais, selon sa description, les résultats laissent à désirer. Plusieurs garnisons vivent en effet »sur le pays« et, quand il n'y plus personne dans les villages, les gens d'armes s'en prennent aux villes, ce qui, à son avis, est encore plus dangereux pour le destin du royaume. L'analyse des registres de délibérations urbaines, par exemple de ceux de Saint-Jean-d'Angély, montre que le paiement des pâtes fut réellement un souci constant des gouvernements urbains menacés par des garnisons voisines⁸⁸. La coexistence difficile entre les villes, les gens d'armes au sens large et le militaire sont des problèmes qui se posent partout en Europe⁸⁹.

En Quercy et en Rouergue, les villes se consultent sur les mesures à prendre, et, finalement, la collaboration entre les différents états va aboutir à la création d'états provinciaux⁹⁰. Dans ce cas, face au danger anglais, ces formes de concertation sont encouragées par la royauté, mais, dans d'autres cas, la formation de ligues est vue avec méfiance. Dans les textes de Jean Juvénal des Ursins et d'autres auteurs, on voit que les gens d'armes étrangers et ceux du roi sont craints d'une façon semblable et que, souvent, les villes essayent tout pour éviter l'installation durable de garnisons dans leurs murs. Cependant, dans un procès devant le parlement de Poitiers, le chapitre de

⁸⁶ Jean Gerson, Vivat Rex, dans: Jean Gerson, Œuvres complètes, éd. Paléon GLO-RIEUX, Paris, Tournai 1968, vol. 7/2: L'œuvre française, n° 398, p. 1138: la fille du roi, l'Université, voit »en plusieurs lieux oppression crueuse du peuple; pour justice violence, pour misericorde rapine, pour protection destruction, pour soustenance, subversion, pour pasteurs pilleurs, pour deffendeurs persecuteurs; violacion de pucelles, prostitution de marieez, boutement de feu en aucuns saintz lieux, prophanation de saintez places, murtrissements de plusieurs«. LEWIS, Écrits (voir n. 1), vol. 3, p. 108–109.

⁸⁷ Jean Juvénal des Ursins, Loquar in tribulacione (voir n. 1), p. 311.

⁸⁸ Gisela NAEGLÉ, Stadt, Recht und Krone. Französische Städte, Königtum und Parlament im späten Mittelalter, 2 vol., Husum 2002, vol. 1, p. 45.

⁸⁹ Christiane RAYNAUD (dir.), Villes en guerre (XIV^e–XV^e siècle), Aix-en-Provence 2008.

⁹⁰ Pierre FLANDIN-BLÉTY, Essai sur le rôle politique du tiers état dans les pays de Quercy et de Rouergue (XIII^e–XV^e siècle), Consulats et relations consulaires, 2 vol., thèse droit univ. Paris II (1979).

Saint-Julien-de-Brioude prétend qu'il n'est pas obligé de participer aux frais et charges de la défense contre les routiers puisqu'il ne s'agirait pas d'un cas d'«éminent péril», considérant que les routiers ne sont pas des Anglais ou étrangers⁹¹. Mais, dans ce cas comme dans plusieurs autres, le but financier est assez apparent.

À Beauvais, selon Juvénal des Ursins, on avait espéré pendant un certain temps que la présence de gens de guerre royaux pourrait apporter la paix. Pour cette raison, on avait accepté de les accueillir en dépit des dégâts causés par eux, mais après leur retrait demeuraient encore des restes de troupes stationnées sur place qui détruisaient tout: »Et pareillement ceulx des autres pais et bonnes villes, comme le paiz de Caux, lequel, tantost après ce qu'ilz se sont mis et reduis en vostre obeissance, ont esté par ceulx qui se dient a vous destruis, Paris, Troyes, Sens, et pour abréger tous les pais qui ont montré leur loyauté envers vous sont comme en desert, et a esté leur reduccion cause de leurs destruccions«⁹². Selon Juvénal des Ursins, Beauvais avait fait son devoir; en dépit des offres des Anglais, la ville était restée fidèle au roi, mais elle avait à supporter de grandes souffrances:

Helas, quelle famine ont ilz soufferte en ceste ville, ou la charge de blé a valu douze escus ou salus et le pais des ennemis estoit plain de blez; et s'en est le peuple departy tellement que tres pou en est demouré et comme neant au regard du temps passé, qui ne gagnent riens, car ceste ville n'est point marchande, ne sus riviere portant navire; et ce qui est demouré est tirannisé en la manière dessusdicte⁹³.

Dans ce passage du texte, les doléances exprimées et le vocabulaire employé sont très proches de ceux des mémoires et suppliques urbaines. Ce genre de texte, influencé par le modèle des formulaires de la chancellerie royale, souligne continuellement la destruction et le dépeuplement total des villes et des campagnes, le manque de ressources à cause de l'infertilité des terres, les problèmes causés par l'absence de voies de transport fluvial et les grands sacrifices de la ville pour le bien commun⁹⁴. En pays bourguignon, le même type d'arguments apparaît dans l'autorisation donnée à la ville de Hulst pour la construction d'une enceinte aux frais de la ville (1413): sont invoquées la situation à la frontière et l'absence d'une proche ville fermée dans laquelle les habitants pourraient se réfugier en cas de danger. Ce texte est encore plus explicite sur la nature du danger: les habitants ne savent pas comment ils pourraient sauver leurs biens et denrées, ils »seroient en voye d'estre ars, robez, pillié et mis du tout a destruction, par quoy nous et nosdis pays et

⁹¹ NAEGLE, *Stadt* (voir n. 88), vol. 2, p. 541.

⁹² Jean Juvénal des Ursins, *Loquar in tribulacione* (voir n. 1), p. 314.

⁹³ *Ibid.*, p. 316–317.

⁹⁴ Gisela NAEGLE, *Vérités contradictoires et réalités constitutionnelles. La ville et le roi en France à la fin du Moyen Âge*, dans: *Revue historique* 632 (2004), p. 727–761.

subgéz d'icelle nostre ville et d'illec environ comme desdis Quatre Mestiers, Waise et autres leurs voisins a nous appartenans, pourris avoïr très grant et irreperable dommaige«⁹⁵. La chancellerie royale française emploie des formules très semblables, par exemple dans le »Congié de clorre une ville« du formulaire d'Odart Morchesne: »que ledit lieu du Crot est assis en clef de païs marchissant a l'entree d'Auvergne, de Guienne, de Combraille et de la Marche, et a ceste cause est plus foulee et dommee par les gens d'armes et autres, passans, sejourmans et rapassans par lesdiz païs; et pour ce lesdiz supplians, afin d'y garder et sauver eulx et leurs biens, ont propos et entencion de faire clorre ladicte villex«⁹⁶. Dans un mémoire de Lyon, on souligne l'importance de la contribution des villes à la défense du royaume, en disant »quar plus bel service ne puet l'on faire que de gardé sa ville«⁹⁷.

Pour Compiègne, on connaît un mémoire particulièrement détaillé qui fait état des dégâts de la guerre et des maisons en ruine. En quinze ans, entre 1414 et 1429, Compiègne avait changé huit fois de maître et avait eu à subir un siège de six mois de la part des Anglo-Bourguignons, qui fut levé le 25 octobre 1430. Le document qui fut rédigé à l'intention du parlement fait état des dégâts de la guerre. Il fut rédigé dix-huit ans après les événements, au milieu de l'année 1448⁹⁸, et contient une longue énumération des maisons détruites, par rues ou par îlots. Au regard de son but, c'est-à-dire d'obtenir que la cour ordonne la révision de leurs anciens droits par les rentiers, ou du moins une modération du montant des rentes que leur devait la ville, ce texte noircit la situation. Finalement, l'avocat du roi reconnaît le bien-fondé de la demande, et pour plusieurs années la ville est autorisée à réduire le montant des rentes à payer⁹⁹. Selon ce texte de 605 articles, Compiègne aurait perdu les deux tiers de sa population, et aurait été réduit à quatre cents ménages¹⁰⁰. On trouve des arguments similaires dans les mémoires de Poitiers en tant que

⁹⁵ Autorisation à la ville de Hulst pour la construction d'une enceinte, Gand, 25 décembre 1413, dans: Jean-Marie CAUCHIES (éd.), Recueil des ordonnances des Pays-Bas, 1^{re} section, vol. 3: Ordonnances de Jean sans Peur 1405–1419, Bruxelles 2001, n° 311, p. 502.

⁹⁶ Olivier GUYOTJEANNIN, Serge LUSIGNAN (éd.), Le formulaire d'Odart Morchesne dans la version du ms. BnF fr. 5024, Paris 2005, n° 6.10, p. 194–195.

⁹⁷ Georges GUIGUE (éd.), Registres consulaires de la ville de Lyon, 2 vol., Lyon 1926, vol. 2, p. 110.

⁹⁸ Louis CAROLUS-BARRÉ, État de la ville de Compiègne au lendemain de la guerre de Cent Ans d'après un mémoire de 1448, dans: La reconstruction après la guerre de Cent Ans (actes du 104^e congrès national des sociétés savantes, section de philologie et d'histoire jusqu'à 1610, Bordeaux 1979), vol. 1, Paris 1981, p. 253–254 (texte p. 253–330).

⁹⁹ Ibid., p. 256.

¹⁰⁰ Ibid., p. 255.

porte-parole du Poitou contre l'établissement de la gabelle, et dans celui de Saint-Quentin¹⁰¹, ainsi que dans le rapport d'Érard du Four, bailli d'Amont, et d'Hugues de Lanthenne, gruyer du comté de Bourgogne, deux commissaires ducaux chargés de visiter les forteresses et villes fermées du comté de Bourgogne (1411)¹⁰².

Tous ces textes font les mêmes constats, à savoir que le pays est dépeuplé, que les sujets du duc (ou du roi selon les autres cas) iront habiter dans les terres de l'adversaire respectif, en Bretagne, en Bourgogne ou en Allemagne et que, du point de vue économique, cette nouvelle installation profiterait beaucoup à celui-ci. Dans le cas du Poitou, on y rajoute l'aspect de la protection du littoral et le danger d'un débarquement anglais:

Item [...] et convient aux pouvres habitans faisans led. sel qu'ilz en soient très soigneux et qu'ilz y facent gardes et continuelles diligences [...], pour la garde et entretènement de leurs maroys et obvier aux inondacions de la mer et resister aux anciens ennemis de ce royaume qu'ilz ne descendent en terre, lesd. habitans supportent tant de povretés, misères et indigences que leur faire et donner aucun pou de nécessité ou affliction seroit les habandonner et en despopuler lesd. païs, dont en ung moment s'ensuivroient inconveniens innumerables¹⁰³.

Les instructions de l'université de Paris de 1439 fournissent un exemple supplémentaire en latin: »Item, et aperiatur quomodo pondere guerrarum regnum istud in tantum est depressum, quod amplius guerram sustinere non potest, et ubi pax non interveniet, compellit necessitas regnicolas ad loca extranea transire et partes Francie relinquere desertas«¹⁰⁴.

¹⁰¹ NAEGLÉ, Stadt (voir n. 88), p. 263–273 (Poitiers), p. 274–276 (Saint-Quentin).

¹⁰² Bertrand SCHNERB, La politique des ducs de Bourgogne Philippe le Hardi et Jean sans Peur en matière de fortifications urbaines (1363–1419), dans: Gilles BLIECK, Philippe CONTAMINE, Nicolas FAUCHERRE, Jean MESQUI (dir.), Les enceintes urbaines (XIII^e–XVI^e siècle), Paris 1999, p. 346.

¹⁰³ Mémoire II, Art. 16, dans: Bélisaire LEDAIN, Mémoires présentés au roi Charles VII par les délégués de la ville de Poitiers pour le détourner d'établir la gabelle en Poitou et en Saintonge, dans: Archives historiques du Poitou 2 (1873), p. 278–279.

¹⁰⁴ Instructions de l'université de Paris: Instructions ambaxiatorum Universitatis (voir n. 82), p. 612.

François de Surienne: les difficultés d'un capitaine

En mai 1441, dans une pétition au roi anglais Henri VI, François de Surienne, dit l'Aragonais, chevalier et »chef de guerre«¹⁰⁵, applique cette stratégie argumentative à ses soucis individuels et à la situation des gens de guerre:

Item pour ce que voz revenues [ceux du roi anglais] sont a present tres petites en Normandie et na votre peuple dequoy vous aidier si largement quilz onte acoustumes de faire les temps passez, il a passe ung an et plus que le dit suppliant et ses compaignons nont eu de vous aucuns gaiges excepte aucuns deulx durant quilz furent au siege devant Harrefleu et ung pou apres tandis quilz ont este miz en frontiers contre les adversaries estans a Louviers et a Conches, ores le dit suppliant et ses compaignons ne pevent gaignier aucune chose sur vos ennemiz par ce que tous ceulx qui sont autour de lui ont sauvegardees daucuns seigneurs ou chiefs de guerre a vous obeissans les quelles ledit suppliant ne vouldroit aucunement enfreindre, parquoy faudra que tous ces compaignons le delaissent et quil sen voist demourer a Rouen ou en autre bonne ville sans vous faire aucune service se par vous ny est remidie. [...] Et pour vous advertir sauve la reverence de tous teles sauvegardes font grant destruction en votre seignourie, car votre peuple se depart hors dicelle et va demourer en lobeissan de voz ennimiz pour ce que soubz une seulle sauvegarde de l'un des votres ilz sont preservez et seurs des tous les votres, et se ilz demoureroient en votre obeisan dix sauvegardes de voz adversaries ne les poroient preserver¹⁰⁶.

La situation de François de Surienne renvoie à plusieurs des aspects mentionnés: il avait été capitaine de Montargis. Selon sa supplique, il était au service des Anglais depuis au moins dix-sept ans. Il déclarait que lui et sa femme avaient perdu »tant en heritages que en biens meubles le vaillant de plus de cent mil livres tournois«. Ils étaient héritiers de Pierre Gressart, écuyer¹⁰⁷, mais lui et sa famille avaient été privés de ce riche héritage (dont une partie était située à Paris) parce que

¹⁰⁵ Sur François de Surienne et sa carrière très mouvementée, voir Jean FAVIER, *La guerre de Cent Ans*, Paris 1980, p. 565, 569–570, 596, 605. Qualifié par Favier comme »l'un des meilleurs capitaines anglais«, il sait pourtant profiter de la guerre et se faire payer par les deux côtés (ibid., p. 570). Il devient membre du conseil royal anglais et chevalier de la Jarretière (ibid., p. 596). Plus tard, il se rallia à Charles VII, renvoya sa Jarretière à Henri VI et finit bailli de Chartres (ibid., p. 605).

¹⁰⁶ *Petition to the King [Henry VI]*, 26th May 1441, dans: *Proceedings and Ordinances of the Privy Council of England*, éd. Sir Harris NICOLAS, Londres 1835, vol. 5, p. 149.

¹⁰⁷ André BOSSUAT, Perrinet Gressart et François de Surienne, agents de l'Angleterre: contribution à l'étude des relations de l'Angleterre et de la Bourgogne avec la France sous le règne de Charles VII, Paris 1936; Philippe CONTAMINE, *Guerre, État et société: une révision à la lumière de la crise politique et militaire de la France du deuxième quart du XV^e siècle*, dans: *Guerra y Diplomacia en la Europa Occidental 1280–1480*, éd. par Gobierno de Navarra, Pampelune 2005, p. 127–136; Jean FAVIER, *La guerre de Cent Ans* (voir n. 105), p. 480, 506–508, 569–570. Selon Contamine et Favier, Gres-

le dit suppliant en gardant sa loyaulty vers votre seignourie est demoure en votre service et obeissance. Que toutes ces choses considerees et afin que pour bien faire et garder verite et honneur de chevalerie et loyaulte vers votre Mageste Royal le dit suppliant sa femme et ses diz enfans ainsi desheritez ne cheent et adviegnent en mendicite, vous plaise de votre tresnoble grace leur donner aucune rente fief ou possessions en votre royaume d'Angleterre en faisant icelui suppliant et sadite femme et enfans dainsins en icelui votre royaume d'Angleterre afin que votre dit don ilz puissent tenir et posseder¹⁰⁸.

En les adaptant à un niveau plus individuel, cette supplique reprend les stratégies et arguments que les traités théoriques et les suppliques urbaines utilisent pour justifier des revendications collectives. Elle montre aussi que, pour les contemporains des négociations de 1439, la situation et les intentions des deux partis n'étaient pas claires. François de Surienne se pose la question de la sincérité des négociateurs. Ses remarques montrent très bien le climat de méfiance. Elles font écho aux appels fréquents des auteurs français à ne pas croire aux promesses des Anglais. Le suppliant exhorte le roi anglais à la prudence et à procéder au bon choix de ses conseillers:

Item pour ce que de present on est envoie pour traictiez de paix entre vous et votre adversaire, il est bien a penser que plusieurs du party des adversaries y ont bonne volente, et dautre part il est bien notoire que plusieurs dentre eulx ny ont volente aucune mais avecques ce est a doubter que aucuns faignent y avoir bonne volente dont toutesvoies il nest rein. Pourquoi est chose tres convenable et necessaire pour le bien de votre seignourie que voz gens soient fors et bien avisez tant en fait desdiz traictiez comme en demene de votre guerre¹⁰⁹.

En reprenant la ville de Fougères aux Français pendant une période de trêve et en pillant la ville, la propre conduite de François de Surienne n'inspirera guère davantage de confiance et sera sévèrement condamnée dans les »Vigiles« de Martial d'Auvergne¹¹⁰. Il ne s'agissait pas de la première rupture de la trêve, mais elle joua un rôle important pour la reprise de la guerre de 1449¹¹¹. Au cours des péripéties de cette phase de la guerre de Cent Ans, François de Surienne changea plusieurs fois de côté. Noble d'origine aragonaise, il fut au service des Anglais, des Bourguignons et des Français. Qualifié comme l'un des plus vaillants capitaines anglais, en 1449, une partie de

sart, un routier d'origine modeste, n'aurait jamais prétendu au titre de chevalier (Ibid., p. 570).

¹⁰⁸ Proceedings and Ordinances (voir n. 106), p. 147–148, ici p. 148.

¹⁰⁹ Ibid., p. 150.

¹¹⁰ Cet épisode est décrit par Martial d'Auvergne, S'ensuivent les Vigilles de la mort du feu roy Charles septiesme [...], Paris 1493. Il fait l'objet d'enluminures: ibid., p. 115–116, et en couleur: Prise de Fougères par l'armée anglaise (mars 1449), dans: Vigiles de Charles VII (1484?), BnF Manuscrits occidentaux, ms. fr. 5054, fol. 136v, Banque d'images de la BnF, cote cliché RC-A-41654.

¹¹¹ BOSSUAT, Gressart (voir n. 107), p. VIII, p. 323–346.

ses biens confisqués fut attribuée au chancelier Guillaume Jouvenel des Ursins, le frère de notre auteur, qui mena l'enquête sur la conduite de François de Surienne pendant les événements de Fougères¹¹².

En 1452, le roi d'Aragon Alphonse V le Magnanime envoya deux de ses conseillers à Tours pour appuyer les suppliques de Surienne auprès du roi français¹¹³. Avant de passer au service de Louis XI, Surienne avait vécu à la cour de Bourgogne et, en 1454, il accompagna Philippe le Bon en Allemagne¹¹⁴. Au cours de sa vie mouvementée, il fit des séjours en Italie. Il avait aussi des liens avec deux des auteurs bourguignons mentionnés dans l'article de Jean Devaux dans ce volume: Après la paix d'Arras, le bailli d'Auxerre, Jean Régnier, auteur du «*Livre de la Prison*» (1432–1433)¹¹⁵, fut chargé de négocier avec lui sur son inclusion dans cette paix – une offre qui fut refusée par Surienne¹¹⁶. En 1462, la mort de ce personnage très controversé fut regrettée par l'indiciaire bourguignon George Chastelain¹¹⁷.

À elle seule, cette biographie fournit donc une bonne illustration des liens entre les différents espaces géographiques et les acteurs de la vie diplomatique, littéraire et militaire qui font l'objet de ce volume. Dans le «*Loquar in tribulacione*», Jean Juvénel des Ursins mentionne l'arrivée des gens de guerre et mercenaires étrangers qui ont été attirés par le conflit, «*tant Escossois, Espaignolz, Lombars, Arragonois, et gens de toutes nacions estranges*»¹¹⁸. Pour les villes portuaires faisant office également de centres du commerce international, comme La Rochelle, les registres du parlement et mémoires urbaines mettent en relief le danger résultant de la présence de nombreux étrangers et essayent de démontrer l'importance stratégique particulière de ces villes pour la défense du royaume, qui justifierait un traitement favorable de la part du roi et l'octroi de privilèges particuliers¹¹⁹. La même argumenta-

¹¹² Ibid., p. 346. Entré au service de Louis XI et nommé conseiller, François de Surienne obtint des lettres d'abolition et de naturalité. Quand Guillaume Jouvenel des Ursins tomba en disgrâce, ces mesures permirent à Surienne de poursuivre ses droits par la voie judiciaire (ibid., p. 370–371).

¹¹³ Ibid., p. 351.

¹¹⁴ Ibid., p. 361; Werner PARAVICINI, Philippe le Bon en Allemagne (1454), dans: *Revue belge de philologie et d'histoire* 75 (1997), p. 984, n. 135.

¹¹⁵ Sylvie LEFÈVRE, Jean Régnier, dans: *Dictionnaire des lettres françaises* (voir n. 29), p. 836–837; voir également *infra*, Jean DEVAUX, «*Entre le difficile et le possible*», p. 329–330.

¹¹⁶ BOSSUAT, Gressart (voir n. 107), p. 258.

¹¹⁷ Ibid., p. 375; Georges Chastelain, *Œuvres*, éd. Henri KERVYN DE LETTENHOVE, Bruxelles 1864, vol. IV, p. 232–233, Chastelain loue sa «*vaillance*» et le désigne comme «*chevalier en son temps de grand nom*».

¹¹⁸ Jean Juvénel des Ursins, *Loquar in tribulacione* (voir n. 1), p. 308.

¹¹⁹ NAEGLE, Stadt (voir n. 88), vol. 2, p. 462–463, 486.

tion est utilisée dans le cas de l'Écluse¹²⁰. Quand Jean Juvénal des Ursins dit: »Maiy moy et mes povres subgets aymerions mielx a mourir, et pareillement est-il des autres villes et habitans qui se sont reduis a vostre obeissance, par quoy appert leur grant loyauté«¹²¹, il agit conformément à ce type d'argumentation.

Fidélité et trahison

Tout comme Jean Juvénal des Ursins, de nombreux auteurs et orateurs français exaltent la fidélité et l'amour sans faille des Français pour leur roi. Selon cette argumentation, les Anglais tuent leurs rois et, à cause de ce crime de lèse-majesté, ils ont forfait leur droit à la couronne de France. Selon Jean Juvénal des Ursins, les Anglais sont incapables de tenir la paix entre eux, »et s'ilz ne faisoient guerre ailleurs ilz se entretueroient car la nature du pays est telle que ilz ne se puevent souffrir ne eulx mesmes ne aultruy«. Ainsi, les Anglais sont des traîtres et une paix avec eux ne saurait être qu'une »paix fourrée«¹²². En 1484, le chancelier français dresse une liste de vingt-six rois tués¹²³. Sa liste ne correspond pas à celle de Noël de Fribois. Pour Fribois, le comportement des Anglais à l'égard de leurs rois montre qu'ils ne méritent aucune confiance. Il »appert evidentment que les Anglois ont esté envers leurs rois faulx, mauvais, desloyaux et commis crime de felonnie et de lese majesté, et par consequent que ce qu'ilz ont fait dogmatiser et semer est mençoenge evidente et que nul n'y doit adjoyster foy«¹²⁴. Dans deux des manuscrits de Noël Fribois, ce sujet fait l'objet d'enluminures: on y voit gisant par terre six

¹²⁰ SCHNERB, La politique des ducs (voir n. 102), p. 348.

¹²¹ Jean Juvénal des Ursins, Loquar in tribulacione (voir n. 1), p. 317.

¹²² Jean Juvénal des Ursins, Audite celi (voir n. 1), p. 222–223. Sur l'origine de cette expression qui fut forgée à propos de la paix de Chartres de 1409, voir Denis CLAUZEL, La paix fourrée à l'automne du Moyen Âge, dans: Isabelle CLAUZEL (dir.), »Il n'est trésor au monde que de paix«. Hommes, lieux et instruments de la pacification de l'Antiquité à nos jours, Boulogne-sur-Mer 2007, p. 57–78. Le fou de Jean sans Peur avait acheté une paix d'église et l'avait fait fourrer en disant que c'était une »paix fourrée« (ibid., p. 60). Sur cette paix, voir Bertrand SCHNERB, Jean sans Peur. Le prince meurtrier, Paris 2005, p. 277–291. Sur les différentes manières de désigner la paix, voir Philippe CONTAMINE, Charles VII, les Français et la paix, 1420–1445, dans: Comptes rendus des séances de l'Académie des inscriptions et belles-lettres 137 (1993), p. 9–23, ici p. 10.

¹²³ Jehan Masselin, Journal des états généraux de France tenus à Tours en 1484, éd. Adhelm BERNIER, Paris 1835, p. 38–39.

¹²⁴ Noël de Fribois, Abrégé des chroniques de France, éd. Kathleen DALY, Paris 2006, p. 173–174, ici p. 174.

rois anglais morts et saint Thomas de Canterbury¹²⁵. Dans l'«Audite celi», ce saint fait partie des saints qui prient devant la *benoite Trinité* pour qu'elle envoie *Paix* en France et en Angleterre. À cette occasion, il est accompagné par saint Clovis, saint Louis, saint Charlemagne, saint Denis et saint Édouard¹²⁶. Dans le «Pentalogus», les rois du passé (dont Charlemagne) sont mis en scène pour convaincre le roi Frédéric III des chances de succès d'une expédition militaire en Italie. Enea Silvio cite Hannibal, Pyrrhus, Pépin, Lothaire, Othon I^{er} et l'empereur Henri IV en exemples supplémentaires¹²⁷. Son texte contient aussi de nombreuses réflexions sur le «caractère national» des peuples et il essaie de réfuter l'idée que le «Romzug» du couronnement serait trop dangereux parce que les Italiens seraient des empoisonneurs¹²⁸.

Mais, tout comme la supplique individuelle qui vient d'être citée, et comme le soulignent les mémoires et suppliques urbaines, la fidélité des sujets français n'est pas entièrement gratuite, la loyauté des villes ou des individus mérite une récompense de la part du roi – ou au moins une aide efficace. La loyauté des villes, du clergé et des sujets a un prix et, selon le principe *do ut des*, on demande qu'après la fin du danger le roi honore ses obligations, ainsi dans le mémoire de Poitiers:

ayant consideracion aux recueilz et secours tant de gens que de chevance que les habitans desd. païs lui ont fait et donné durant le temps de son adversité, humilité, bonté, amour et fidelité qu'ilz ont eu tousjours à luy sans lui faire faulte, les adversitez que lesd. habitans ont souffert paciemment pour le fait de sa guerre et encores font chacun jour, la prosperité que Dieu de sa grace luy a donné de nouvel, et qu'il a eu de trop plus grandes charges à supporter qu'il n'a de present: que ensuivant les faiz de ses predecesseurs il luy plaise de sa grace tenir lesd. habitans en leurs franchises anciennes qu'ilz ont esté le temps passé, et que, ainsi qu'ilz ont enduré et souffert son adversité, ilz soient participans en sa prosperité¹²⁹.

Dans le «Loquar in tribulacione», on peut lire:

et le povre et loyal peuple, joyeux de vostre venue, qui vous faisoit ouverture des villes comme Troiez, Chaalons, Laon, Reins, Senliz, Compiengne, Beauvais, Melun, Laigny et plusieurs aultres, et se la chose eust esté bien conduite vous aviez sans difficulté recouvré toute vostre seigneurie. Lesquelles obeissances a vous faictes sont retournés comme a leur totale destruccion et perdicion, car de present elles sont

¹²⁵ Peter S. LEWIS, *Two Pieces of Fifteenth-Century Political Iconography*, b) *The English Kill their Kings*, dans: *Journal of the Warburg and Courtauld Institutes* 27 (1964), p. 319–320, avec deux illustrations (p. 38) et renvoi aux manuscrits suivants: Noël de Fribois, Paris, BnF ms. fr. 4943, fol. 41v et Noël de Fribois, Genève, Bibliothèque publique et universitaire, ms. fr. 83, fol. 49v; Noël de Fribois, Abrégé, éd. DALY (voir n. 124), Ill. 9.

¹²⁶ Jean Juvénal des Ursins, *Audite celi* (voir n. 1), p. 233.

¹²⁷ Eneas Silvius Piccolomini, *Pentalogus* (voir n. 9), p. 240–241.

¹²⁸ *Ibid.*, p. 190–195.

¹²⁹ *Mémoire II* (voir n. 103), p. 284.

comme toutes depopulees, desolees, et destruites, et tout par faulte de justice, laquelle vous devez faire¹³⁰.

Beauvais n'est pas la seule ville que Jean Juvénal des Ursins défend vigoureusement. Il fait aussi l'éloge de sa ville natale de Paris, qu'il compare à Athènes. Il parle de son rayonnement dans l'Europe entière, de ses tribunaux, de son université, de ses reliques, de sa prospérité économique, etc. Maintenant tout serait en ruine, les bons et notables bourgeois qui avaient belles rentes et possessions seraient obligés de mendier leur pain. À l'instar des destructions de Ninive, Thèbes, Troie, Athènes, Carthage et Rome, la destruction de Paris, c'est-à-dire de la tête, entraînerait finalement la destruction du corps, donc de toute la France¹³¹. Pour résumer, Juvénal des Ursins constate que la France, qui était »ung royaume très catholique, c'est de present ung royaume dyabolicque«¹³².

Les expériences de Jean Juvénal des Ursins correspondaient à celles de plusieurs générations. Elles ressemblaient à celles des habitants des régions frontalières de l'Empire qui furent à de nombreuses reprises très éprouvées par les guerres successives. La guerre avait également des conséquences mentales, particulièrement par rapport à la genèse d'une identité nationale et/ou urbaine. À cet égard, on peut observer les répercussions de la propagande de guerre des combattants, des rumeurs, des prières et processions religieuses ou la fonction de la commémoration collective des batailles. Une chanson en provenance de l'Allemagne du Sud sur le siège de Neuss de 1475 diffame Charles le Téméraire comme »Türk im Occident, der die Cristenhait also schendt« (»le Turc à l'Occident qui écorche la chrétienté«)¹³³. À Bâle, le chapelain du Münster, Knebel, écrit à propos de lui: »Thurcus ab oriente, dux Burgundie ab occidente« (1476)¹³⁴. De plus, selon l'argumentation de ces villes qui déclinent des demandes d'aide de la part de l'empereur, la guerre contre les Bourguignons rendrait impossible un engagement financier ou d'autre nature pour des projets de croisade ou de guerre contre les Turcs. En Alsace, on a peur des troupes des guerres bourguignonnes et l'on n'a pas oublié les dégâts causés par les Armagnacs une vingtaine d'années plus tôt. Pendant le temps de ces guerres, la ville de Strasbourg organise environ quarante processions »extraordinaires« qui suivent de près le rythme des batailles: Héricourt, Grandson, Morat, Nancy¹³⁵. En 1474, les processions furent des

¹³⁰ Jean Juvénal des Ursins, *Loquar in tribulacione* (voir n. 1), p. 321–322.

¹³¹ *Ibid.*, p. 357–359.

¹³² *Ibid.*, p. 359–360.

¹³³ SIEBER-LEHMANN, *Spätmittelalterlicher Nationalismus* (voir n. 81), p. 251, n. 3.

¹³⁴ *Ibid.*, p. 251–252 et p. 252, n. 5.

¹³⁵ Gabriela SIGNORI, *Rituel, événement et propagande: les processions strasbourgeoises durant les guerres bourguignonnes 1474–1477*, dans: Gérald CHAIX (dir.), *La ville à la Renaissance. Espaces – représentations – pouvoirs*, Paris 2008, p. 265–270.

réactions au déplacement des troupes duciales dans la région. Pour ces processions, le magistrat de Strasbourg choisit l'introït »Salus populi«, une messe votive créée après la chute de Constantinople, pour ranimer l'esprit de croisade, un choix éminemment politique, car le duc de Bourgogne fut assimilé à l'incroyant, la guerre imminente à la guerre juste, à la croisade¹³⁶. Dans l'»Audite Celi«, pour obtenir la paix, Jean Juvénal des Ursins propose au clergé de faire tous les jours une »procession generale« dans les villes de France et d'Angleterre et d'exhorter le peuple à faire »devote oraison«¹³⁷.

Au quotidien, dans les villes en guerre, on repère des conflits entre garnisons et citoyens, des crimes de guerre, des pillages, la souffrance de la population civile, les difficultés d'approvisionnement, la famine, l'afflux des réfugiés, des épidémies, etc. Mais souvent on reconnaît aussi des gagnants, des fournisseurs qui savent profiter de la conjoncture de la guerre. Quelquefois, dans le cas d'une victoire, le butin pouvait également profiter aux villes. Pour résumer cette partie du traité de Jean Juvénal des Ursins qui décrit les souffrances des villes, on peut dire que la citation du titre »Tribulatio proxima est quoniam non est adiutor« (Vulgate, Ps. 21, 12) résume très bien le sentiment des citoyens: à la fin du XIV^e et au XV^e siècle, »vivre en ville de guerre« était dangereux, et finalement, très souvent, face au danger immédiat, les villes ne pouvaient compter que sur elles-mêmes.

III. Guerre et paix dans le »Loquar in tribulacione« et le »Pentalogus«

La genèse du »Loquar in tribulacione« fut étroitement liée aux négociations franco-anglaises de 1439, qui étaient parvenues dans une impasse. Dans cette situation, Charles VII avait convoqué les états d'Orléans pour délibérer sur la question de la paix et de la guerre. Cet événement retenait l'attention des pays voisins. Il y eut des ambassadeurs du concile de Bâle, de l'empereur Frédéric III et du roi d'Aragon. Malheureusement, les procès-verbaux de l'assemblée sont perdus et les principales sources conservées sont l'épître de Jean Juvénal des Ursins et la chronique de Gilles Le Bouvier dit héraut Berry¹³⁸. À l'issue des négociations de Calais de 1439, les deux parties avaient rédigé un certain nombre d'articles en commun, pour qu'ils soient portés aux rois de France et d'Angleterre. Les négociations devaient recommencer le

¹³⁶ SIGNORI, Rituel (voir n. 135), p. 271; Claudius SIEBER-LEHMANN, Teutsche Nation und Eidgenossenschaft. Der Zusammenhang zwischen Türken- und Burgunderkriegen, dans: Historische Zeitschrift 253 (1991), p. 158.

¹³⁷ Jean Juvénal des Ursins, Audite celi (voir n. 1), p. 275.

¹³⁸ GARILLOT, Les états (voir n. 23), p. 10, sources: p. 11.

15 avril 1440 ou au plus tard le 1^{er} mai¹³⁹. À l'assemblée d'Orléans, à laquelle Jean Juvénal des Ursins avait participé, le chancelier avait distribué des exemplaires des demandes réciproques françaises et anglaises à tous ceux qui le souhaitaient¹⁴⁰. Ainsi, dans le cas du »Loquar in tribulacione«, l'argumentation et la langue des négociations diplomatiques avaient une influence directe sur celle du traité. En outre, la rhétorique des deux partis du conflit franco-anglais se ressemblait puisqu'il fallait trouver des réponses à la même liste de questions. Du côté anglais, un mémoire anonyme qui aborde les questions de la paix et de la guerre montre qu'en dépit des difficultés parfois insurmontables de la négociation diplomatique, les deux parties parlaient parfois littéralement la même langue. Elles étaient d'accord sur le fait que le peuple était las de la guerre, et ses souffrances sont exprimées de la même façon à la fois peu concrète et hyperbolique qui, tout en tenant compte de la réalité des destructions de la guerre, tend encore à dramatiser la situation:

Premierement, pour ce que son [celui du roi d'Angleterre] peuple en Normendie est tant las, foudre, opprime, appovri et diminue, tant a l'occasion des longues et aspres guerres, comme de grans famines, mortalite et absence des habitans du pais, tellement que a paine est demoure la moitie du peuple en iceluy pays, que plus ne peult porter ne endurer aucunes charges ne aider au roy, ainsi que devant a fait; et est la chose en tel estat, car il fault que ou le roy porte le frait de guerre a ses propres coustz et despens, ou que sa seigneurie vienne en la main de son adversaire, pareille que on a fait les pais de France, ou il avoit obbeissans a luy XXXIJ éveschies, et grant nombre des plus grans, plus riches et plus notables citez, villes et pais de tout le royaume¹⁴¹.

Selon Christopher Allmand, au cours des négociations de 1439, le côté anglais, et en particulier le cardinal Beaufort¹⁴², aurait montré une inclination à accepter une paix de compromis, ce qui serait visible dans les attaques formulées à l'encontre des régnants qui emploieraient leurs sujets pour leurs buts personnels au lieu de penser au bien de leurs peuples¹⁴³. Beaufort était l'oncle de la duchesse de Bourgogne, Isabelle de Portugal, qui participait aux négociations en tant que médiatrice du côté franco-bourguignon¹⁴⁴. Dans ce texte,

¹³⁹ Ibid., p. 7.

¹⁴⁰ Gilles Le Bouvier, *Les chroniques* (voir n. 21), p. 207.

¹⁴¹ »An English memorandum giving reasons both for and against acceptance of the peace proposals put forward by the duke of Orleans and the duchess of Burgundy, July/August 1439«, dans: ALLMAND, *Documents* (voir n. 77), p. 140–146, ici p. 140.

¹⁴² La fonction de Beaufort est décrite comme »mediatour and sterer to the peas« (Instructions des ambassadeurs anglais dans: *Proceedings and Ordinances* [voir n. 106], p. 356; ALLMAND, *Negociations* [voir n. 25], p. 14). Sur les négociations de 1439 et le rôle de Beaufort, voir Gerald Leslie HARRISS, *Cardinal Beaufort*, Oxford 1988, p. 296–305.

¹⁴³ ALLMAND, *Negociations* (voir n. 25), p. 10–11.

¹⁴⁴ Henri de Beaufort, fils de Jean de Gand, duc de Lancastre, demi-frère de Philippa de Lancastre, mère d'Isabelle de Portugal. Il était évêque de Winchester et, depuis 1427,

les références au bien du peuple et à l'idéal de la justice jouent un rôle important. La guerre entre les deux royaumes était gravement préjudiciable au bien de la chrétienté et elle avait empêché la propagation de la religion chrétienne au monde entier¹⁴⁵. On y trouve, en langue anglaise, tous les arguments et »mots clefs« utilisés par le côté français. Les ressemblances sont frappantes (loi de Dieu, charité, tranquillité, administration de justice, princes chrétiens, amour pour les sujets, sentiments fraternels, compassion, effusion du sang chrétien, le peuple innocent, souffrance, oppression, maux et inconvénients innombrables, etc.):

Among other things that owe to mewe the said princes to desiŕ that hit so doo, ooñ grete thing is the consideraciõ of nyghnesse of blode that they stand inne ich of hem to other, and ich of hē to alle the grete princes of bothe landes, for the whiche cause them awid be the lawe of God and nature and be the ordre of cherite ich of them to desire and wille the good of other, and to peine hem to thappesement of these werres that be so detestable and contraire to natur and to al reason.

And over this the princes of bothe parties owe to considere that God made not his people in the said to remes ner in otheŕ for the princes, but made the princes for his service and for the wele and behove of his poeple, that is to say to reule them in tranquillite, namly by the mene of deue mīstraciõ of justice. [...]. Also the to shewe the love that they as Cristeñ princes have and bere to tho that be hiŕ subgetz and otheŕ that beñ Cristen meñ, the whiche be the lawe of God them awed tendrely and brotherly to love, to shewe also noght in owrdes oonly and wrytyng but in hertez, the compassion that the have of shedding of Cristen blode and the pite they haan opoñ the pouŕ and innocent people that so lang haan souffred and so grevously and importably haan be oppressed with the said werres, mevying hem to preferre so grete goodes and theschuyng of the grete and innumerable mischiffes and incõvenients befor the rigof and hardnesse of heŕ ppre. entent. and desirs¹⁴⁶.

La fin de ce paragraphe contient une proposition intéressante: le royaume de France était si grand qu'il pourrait être gouverné par plusieurs rois. Aussi bien avant qu'après le temps de Charlemagne le pouvoir avait été partagé et

cardinal d'Angleterre. Il fut parmi les parrains de Josse, fils de la duchesse (Monique SOMMÉ [éd.], *La correspondance d'Isabelle de Portugal, duchesse de Bourgogne* [1430–1471], Ostfildern 2009, p. 42, n. 107). Cette édition contient plusieurs mentions de Beaufort et une lettre du cardinal à Isabelle de Portugal: *ibid.*, n° 6, p. 42–43; n° 13–14, p. 52–54 (parrain de Josse); n° 28, p. 67–69 (lettre d'Isabelle à son frère, le roi Édouard I^{er} de Portugal, mention de Beaufort dans le cadre des négociations sur la paix d'Arras de 1435); n° 45–47, p. 90–97 (lettres du roi Henri VI d'Angleterre, négociations de Calais de 1439); n° 50, p. 99–101, lettre d'Henri VI, même sujet); n° 112, p. 169–170 (Henri Beaufort à Isabelle de Portugal, 1443, sur les trêves). Sur Isabelle de Portugal, voir EAD., *Isabelle de Portugal, duchesse de Bourgogne. Une femme au pouvoir au XV^e siècle*, Villeneuve-d'Ascq 1999, particulièrement p. 395–400; sur Beaufort, voir HARRISS, *Cardinal Beaufort* (voir n. 141).

¹⁴⁵ *Proceedings and Ordinances* (voir n. 106), p. 356.

¹⁴⁶ *Ibid.*, p. 357–358, ici p. 357.

la loi de Dieu et de la nature et les exigences du bon gouvernement ne s'opposaient pas à cette solution. Ainsi, il serait donc parfaitement possible que coexistassent plusieurs rois égaux¹⁴⁷. Cependant, une autre partie des responsables anglais, dont le duc de Gloucester, souhaitait une poursuite énergique de la guerre¹⁴⁸. Les procurations et instructions des ambassadeurs anglais avaient employé un ton agressif qui provoqua des protestations françaises. Il y était question de l'adversaire français¹⁴⁹ et, s'il était question du roi de France, de »Charles de Valois«¹⁵⁰. Les principaux points de discorde des négociations de 1439 touchèrent à la question des droits au royaume et à la couronne de France (les Français demandaient que les Anglais y renoncent), à celle de l'hommage (car les Anglais soutenaient le point de vue que leurs droits sur la France viendraient directement de Dieu) et à celle du retour des réfugiés, qui devaient retrouver leurs droits dans les territoires occupés par les Anglais, ce que ceux-ci refusèrent¹⁵¹. Dans son commentaire de 1445 sur le »Loquar in tribulacione«, qui fut rédigé à un moment où il favorisait une attitude beaucoup plus dure à l'égard des Anglais qu'en 1439, Jean Juvé-
nal des Ursins renvoie à cette situation. En 1445, l'Angleterre est considérée comme »la plus cauteleuse, malicieuse et deceptive nacion qui soit au monde«. Selon l'auteur, il faut agir énergiquement et il n'est plus nécessaire de convoquer une nouvelle assemblée d'états. En dépit de sa plaidoirie finale en faveur de la paix, il écrit dans sa lettre à son frère Guillaume, que même à l'époque de la rédaction du »Loquar in tribulacione« sa position aurait été assez ambiguë:

la vous trouverez les abus de la guerre, et les choses que pvoient mouvoir a paix, et aussi telles qui pvoient mouvoir a paix et a non faire guerre; et en icelle estoie d'oppinion de paix, non mie pour doubte des ennemis, mais pour ce que la maniere de guerre que faisoient les gens du roy estoit plus excercer tyrannye sur les subgetz du roi

¹⁴⁷ Ibid., p. 358.

¹⁴⁸ ALLMAND, *Negotiations* (voir n. 25), p. 10–11.

¹⁴⁹ Par exemple: »ad conveniendum, tractandum, communicandum et finaliter concludendum cum ambassatoribus, procuratoribus et deputatis adversarii nostri Francie«; »ambassatores et nuncii adversarii nostri« (n° 8, Powers are given to the members of the English advance-party to make arrangements with the French concerning the place where the convention is to be held. On or about 8 May 1439, dans: ID., *Documents* [voir n. 77], p. 100).

¹⁵⁰ »ad tractandum cum Karolo de Valoys« etc. Les protestations du côté français sont décrits dans: *Journal of the Proceedings of the Ambassadors who were sent to the Marches of Calais in June, 17 Hen. VI., 1439, to treat for peace with France*, dans: *Proceedings and Ordinances* (voir n. 106), p. 334–407, ici p. 343–344. L'auteur de ce »Journal« fut le docteur Thomas Beckington, secrétaire principal du roi anglais. Voir également: »ad hoc appunctandis, cum Karolo de Valoys nobis adversante«, *ibid.*, p. xlvi–l, n. 1; ALLMAND, *Negotiations* (voir n. 25), p. 16.

¹⁵¹ Ibid., p. 21.

et destruire et persecuter son royaume que faire guerre aux ennemis. [...] Mais qu'i eut fait bonne guerre, et payé les gens d'armes et y emploier l'argent que on levoit des aides et tailles, sans tyranniser le peuple, pour ung argument que il y a pour la paix il en y eut six pour la guerre¹⁵².

Au début du »Loquar in tribulacione«, Jean Juvénal des Ursins présente son sujet. Comme point de départ de ses réflexions, il choisit un passage de la Bible (Vulg. Ps. 43, 22–26). Les différentes parties de ce texte fournissent les titres des trois parties du traité:

Ou premier, les tyrannises cruelles, dampnables et detestables que seuffre le povre peuple, tant gens d'église, nobles et laboureux, *quia mortificamur cothidie et facti sumus sicut oves occisionis*; nonobstant lesquelles tousjours ont vos diz subgés monstré leur loyauté ferme et estable en souffrant et endurent *et hoc propter te*. Ou II^e point, lesdictes paroles denotent que il semble que vous dormés, et que vous mettez a non chaloir les maulx que seuffre vostre peuple, et que mettez en oubly en ostant et destournant vostre face et presence, en vous exortant que vous avisez a vous: *Exurge: quare obdormis, domine? Exurge, ne repellas in finem. Quare faciem tuam advertis? Oblivisceris inopie nostre et tribulacionis nostre?* [...] Ou III^e point est noté par lesdictes paroles requeste juste, sainte et raisonnable de remede effectuel: *Exurge, domine, adiuva nos, et libera nos propter nomen tuum*¹⁵³.

L'empereur, l'Italie et les princes

Le texte du »Pentalogus« présente également une structure tripartite. Son auteur se soumet au jugement de ses deux mécènes, Silvester Pflieger, évêque de Chiemsee, et le chancelier Kaspar Schlick, mais le destinataire principal du texte est le roi et futur empereur Frédéric III. La première partie est un dialogue entre *Eneas* (Enea Silvio Piccolomini) et *Fridericus* (i.e. Frédéric III). Cette partie ressemble à un miroir des princes et contient de nombreuses réflexions sur le rôle du poète (*poeta*). Elle renvoie explicitement au couronnement à titre de poète (*Dichterkrönung*) de Piccolomini le 27 juillet 1442 à Francfort¹⁵⁴.

La deuxième partie de l'œuvre est un vrai *Pentalogus*, c'est-à-dire une conversation de cinq personnes. Ses sujets sont la réforme de l'Église, le problème du schisme, le concile de Bâle et les conciles en général, ainsi que le rôle que l'empereur peut y jouer. Contrairement aux opinions qu'il défendra plus tard pendant son pontificat, Enea Silvio Piccolomini est encore à cette époque un partisan du conciliarisme. Pour lui, bien qu'au moment de la rédaction de son traité le concile de Bâle soit encore réuni, l'issue de la situa-

¹⁵² Jean Juvénal des Ursins, A, A, A Nescio loqui (voir n. 72), p. 523.

¹⁵³ Jean Juvénal des Ursins, Loquar in tribulacione (voir n. 1), p. 306–307.

¹⁵⁴ Eneas Silvius Piccolomini, Pentalogus (voir n. 9), p. 50–51.

tion difficile de l'Église réside dans la convocation d'un nouveau concile général. La troisième et dernière partie du texte se réfère à la restauration des droits de l'Empire en Italie, à la situation politique italienne et à la pacification des conflits italiens. Ce sujet est mis en relation avec la politique intérieure de l'Autriche et de l'Empire. Mais contrairement à Juvénal des Ursins, qui discute avant tout des relations entre la France, l'Angleterre et la Bourgogne, Enea Silvio Piccolomini prend en compte l'équilibre entre les différentes puissances européennes. Sa conception de la diplomatie et des négociations tente d'anticiper les réactions d'une multitude d'acteurs politiques différents et de calculer les effets d'événements futurs. Parmi ces spéculations sur l'avenir, les conséquences de la mort du duc de Milan (qui n'avait pas d'héritiers mâles légitimes directs) jouent un rôle primordial. En ce qui concerne la situation politique de l'Italie, Enea Silvio envisage plusieurs hypothèses et scénarios. À son avis, Frédéric III doit surtout rechercher de bonnes relations avec le duc de Milan et le roi d'Aragon. S'il ne prête pas assez d'attention à ces deux acteurs de la politique italienne, ils pourraient se partager ce pays au détriment des intérêts de Frédéric et de l'Empire¹⁵⁵.

Outre les princes et villes allemandes et italiennes et le pape, le système politique d'Enea Silvio prend également en compte l'attitude des Français, des Catalans, des Suisses, des Dalmatiens, des Hongrois, des Polonais, etc. Le roi d'Aragon, auquel il consacre l'une des biographies de ses »De Viris illustribus«, lui sert plusieurs fois d'exemple¹⁵⁶. Il note particulièrement le fait que ce roi et l'empereur Sigismond avaient des dons rhétoriques qui leur furent aussi utiles que la force de leur armée¹⁵⁷. Dans une lettre au protonotaire apostolique Adam Moleyns, il avait écrit que l'éloquence dirige le monde, puisque, dans les affaires publiques, il s'agit de persuader et que dans l'esprit de la population ne restent que les paroles de celui qui a su convaincre¹⁵⁸. À bien des égards, les analyses politiques d'Enea Silvio Piccolomini sont plus proches de celles de Philippe de Commines que de celles de Jean Juvénal des Ursins. Chez Commines, qui possède également des »expériences italiennes«, on trouve des réflexions semblables sur l'équilibre politique. Dans ses »Mémoires«, en réfléchissant sur l'équilibre politique italien,

¹⁵⁵ Ibid., p. 168–169.

¹⁵⁶ Enea Silvii Piccolominei postea PII PP II De Viris illustribus, éd. Adrianus VAN HECK, Città del Vaticano 1991, De Alfonso Rege Aragonum, p. 80–84.

¹⁵⁷ Eneas Silvius Piccolomini, Pentalogus (voir n. 9), p. 69–71.

¹⁵⁸ Der Briefwechsel des Eneas Silvius Piccolomini, éd. Rudolf WOLKAN, vol. 1, Vienne 1909, p. 325: »Magna res est facundia, et si verum fateri velimus, nichil est, quod tam regnat orbem quam eloquentia. quoniam, quicquid agimus in re publica, persuaderi verbis agimus illius in populis sententia manet, qui melius novit persuadere«; Patrick GILLI, Culture et diplomatie en Italie, XIII^e–XV^e siècle, dans: Mélanges de l'École française de Rome, Moyen Âge 108/2 (1996), p. 612.

il présente des remarques pertinentes quand il parle du poids politique des villes: aux princes d'Italie,

lesquelz dominant assés cruellement et violement sur leurs peuples quant a levier deniers, Dieu leur a donné pour opposites les villes de communauté qui sont oudict pays d'Italie, comme Venise, Florence, Gennes, quelquefois Boulogne, Sene, Lucques et aultres, lesquelles en plusieurs chouses sont opposites aux seigneurs, et les seigneurs a eulx, et chascun a l'euil que son compaignon ne s'acresse. Et pour en parler en particulier, a la maison d'Arragon a donné la maison d'Anjou pour opposite. A ceulx des Vicontez, ducs de Millan, la maison d'Orleans; [...]. Aux Venissiens, ces seigneurs d'Italie, comme j'ay dict et davantage Florentins. Aux Florentins, ceulx de Senne, leurs voisins, et Genevoys. Aux Genevoys, leur mauvais gouvernement et leur faulte de foy les ungs envers les aultres; et gist leur parcialité en leurs liguez, comme Forgouse, Adorne et Orye et aultres [...]¹⁵⁹.

Ces observations ne sont pas nouvelles, dans la »Consolatio Venetorum« de Ramón Lull († v. 1316), *Raimundus* peut faire des remarques semblables sur les guerres intestines de Gênes »Januensis qui inter se sunt inimici, sunt in guerra et discordia, quia quilibet eorum credit esse potentior alio«¹⁶⁰. Dans le »Pentalogus«, les villes italiennes sont des acteurs politiques à part entière. L'empereur doit les ménager et tâcher de trouver des alliées parmi elles. Ceci vaut particulièrement pour Venise et Florence, mais, comme Jean Juvénal des Ursins qui parle des souffrances de Paris, sa ville natale, Enea Silvio pense aussi à »sa« ville de Sienne, qui doit être récompensée pour sa fidélité à la cause impériale¹⁶¹. Toutefois, selon Enea Silvio les relations entre princes et villes sont toujours difficiles et l'empereur doit d'abord essayer de s'attacher des alliés plus importants, c'est-à-dire le duc de Milan et le roi d'Aragon. Seulement dans le cas où ces princes ne lui donneraient pas de réponse favorable il faudrait se tourner vers les villes. Dans cette hypothèse, qu'il qualifie de peu souhaitable, il serait nécessaire de présenter le duc et le roi comme ennemis de l'Empire¹⁶². Les divisions de l'Italie font l'objet de longs développements. Selon Enea Silvio, l'Italie est beaucoup plus facile à diviser qu'à unir. S'il est habile, l'empereur peut exploiter ces divisions intérieures à son profit, car elles empêcheront ses adversaires de s'unir contre lui¹⁶³. Enea Silvio lui conseille même de déclencher activement des insurrections en

¹⁵⁹ Philippe de Commines, Mémoires, éd. Joël BLANCHARD, vol. 1, Genève 2007, liv. V, chap. XVIII, p. 401.

¹⁶⁰ Raimondo Lullo, Consolatio Venetorum, éd. Marcella CICERI, traduction italienne de Patrizio RIGOBON, Rome, Padoue 2008, De spe, 36, 1, p. 38–39.

¹⁶¹ Eneas Silvius Piccolomini, Pentalogus (voir n. 9), p. 186–187. Enea Silvio Piccolomini est né à Corsignano, qu'il transformera en Pienza. Néanmoins, dans ses »Commentaires« il présente Sienne comme sa patrie.

¹⁶² Eneas Silvius Piccolomini, Pentalogus (voir n. 9), p. 204–207.

¹⁶³ Ibid., p. 242–243. *Eneas* dit sur l'Italie: »Nunc autem ita se habet, ut facilius sit illam dividere quam unire«.

Illyrie, à Vérone, Côme et Novare, qui occuperont les différentes armées italiennes et les empêcheront de s'unir contre Frédéric¹⁶⁴. Pour lui, créer des divisions parmi ses adversaires est un moyen politique important. Les divisions de l'Italie font également l'objet de remarques de Jean Juvénal des Ursins. Dans l'«Audite Celi», *Sedicion* reproche à *Sainte Église* qu'elle n'est pas capable de pacifier les conflits italiens de ses propres territoires: »Tu veulz faire pais entre France et Angleterre, mais tu ne las scés faire entre tes suppos ne tes subgés. Regarde se en la terre qui appartient a ton demmaine a Paix, comme en Ytalie; tousjours y a guerre, que n'y mets tu Paix?«¹⁶⁵.

Pour Philippe de Commynes et pour Enea Silvio Piccolomini, la fin peut déjà justifier les moyens. *L'Eneas* du «Pentalogus» le dit explicitement et à plusieurs reprises. Les alliances ne sont pas conclues en fonction de la sympathie, mais selon les lois de l'utilité. Pour régner, il peut même être licite de violer le droit¹⁶⁶. Pour résumer ces idées, *Eneas* constate aussi que »Qui nescit simulare, nescit regnare«, une maxime qu'il désigne comme »commune proverbium« de l'empereur Sigismond de Luxembourg, ou bien il constate »itaque facit necessitas quod voluntas abhorret«. Pour illustrer cette deuxième maxime, il renvoie aux alliances entre Vénitiens et Florentins, qui, en dépit de la haine qui les séparerait, agiraient de concert si leur liberté était en danger. Comme exemple supplémentaire, il mentionne la ligue des villes grecques d'Athènes, Thèbes, Sparte, Mégare et Corinthe¹⁶⁷. Si l'on ne peut atteindre ses buts, il faut tenir compte des réalités, et la diplomatie est un art du »possible«¹⁶⁸.

¹⁶⁴ Ibid., p. 216–219.

¹⁶⁵ Jean Juvénal des Ursins, *Audite celi* (voir n. 1), p. 231.

¹⁶⁶ *Eneas*: »In rebus, que regimen spectant, semper utilitatis preponitur ratio. Vix quisquam est, qui honestatem preferat, in tantumque hoc crevit, ut dicere Iulius solitus fuerit, si *violandum ius est, regnandi causa violandum esse*, quamvis scelestus, ut Cicero ait, *Euripidis* seu *Ethioclus* sententia fuerit [Cicero, *De officiis*, 3, 82]. Poeta enim quod persone vitium erat, expressit. Nos autem turpitudinem omnem fugiamus. Scire tamen illud debemus: federa omnia que hodie fiunt, non amore sed utilitati pensari. Veneti ergo si se tibi iungant, propter utile id facient, utque prudentes sunt, idem te facere scient gaudebuntque utilitatem tuam convenisse cum sua. Tantumque tibi fideles erunt, quantum eis expedierit, quod tam longum erit quantum tua potentia« (*Eneas Silvius Piccolomini, Pentalogus* [voir n. 9], p. 208–209).

¹⁶⁷ Ibid., p. 202–203.

¹⁶⁸ »utendum est consilio Birrie [Térence, *Andria* 305–306] *si non potest fieri quod vis, id velis quod possit*«. Appliquée à la pratique et à la situation de l'Italie, *Eneas* explique qu'au niveau concret cela signifierait que dans le cas où le duc de Milan et le roi d'Aragon refuseraient les propositions de Frédéric il faudrait se tourner vers Venise (*Eneas Silvius Piccolomini, Pentalogus* [voir n. 9], p. 202–205).

Les dangers de la tyrannie

Comparé à cette attitude, Jean Juvénal des Ursins reste encore beaucoup plus proche des valeurs traditionnelles chrétiennes du clergé médiéval. Néanmoins aussi bien Jean Juvénal des Ursins qu'Enea Silvio sont mécontents du comportement de leur roi respectif. Ce roi est nommé sous une forme polie comme »tres crestien roy et mon tres redoubté et souverain seigneur«¹⁶⁹, »sire«¹⁷⁰ ou, dans le cas de Frédéric III, comme »Cesar invictissime«, »rex optime« ou »maxime Cesar«¹⁷¹, mais en même temps il est sévèrement critiqué. Jean Juvénal des Ursins veut »réveiller« Charles VII, qui »dort«. Il lui reproche de ne pas être attentif aux soucis de son peuple, de ne pas avoir été assez présent à l'assemblée des états d'Orléans de 1439. Un tel roi doit faire attention de ne pas devenir un tyran et de ne pas perdre le pouvoir. Au goût d'Enea Silvio Piccolomini, Frédéric III est beaucoup trop passif¹⁷².

Confrontés à un roi qui ne remplit pas ses devoirs d'une façon satisfaisante, les deux auteurs mentionnent l'idée de la *translatio imperii*¹⁷³: autrefois, les prédécesseurs historiques du roi français et de l'empereur allemand ainsi que les deux peuples étaient vaillants. Ils furent élus à cause de leurs vertus. À cette époque, ils étaient de dignes héritiers des Romains et de leur empire. Au présent, il est à craindre qu'ils puissent perdre cette position privilégiée: »La II^e auctorité, pour delz et injustices, verrez ung royaume se transferer de gens en gent; je croy que oncques en royaume on ne fist autant de injustices, fraudes et baraz que on fait aujourduy, et par ainsi on doit doubter que il ne se transfere. Et aussi n'en faictes vous point vostre fruit ou prouffit, et par ce par la tierce auctorité le royaume vous pourra bien estre osté, et baillé a gent qui mielx en fera son prouffit; c'est la parole de Dieu, laquelle vous devez craindre et doubter«¹⁷⁴.

La même idée apparaît dans le »Pentalogus« où *Eneas*¹⁷⁵ et *Fridericus* même renvoient à cet arrière-plan. Ce dernier mentionne également les obligations qui découlent de son serment de couronnement et du titre d'»Augustus«. Selon son discours fictif, en Italie on ne respecte plus les lois

¹⁶⁹ Jean Juvénal des Ursins, *Loquar in tribulacione* (voir n. 1), p. 305, »mon souverain seigneur« (p. 369, 397).

¹⁷⁰ *Ibid.*, p. 315, 368, 376, 383, 397.

¹⁷¹ Eneas Silvius Piccolomini, *Pentalogus* (voir n. 9), p. 50, 102, 272.

¹⁷² Cette image fut pendant longtemps partagée par l'historiographie germanophone. Cependant, au cours des dernières années, on peut constater une réévaluation du rôle de Frédéric III dans lequel on voit de plus en plus l'architecte des bases du futur empire de Charles V (voir Heinrich KOLLER, *Friedrich III.*, Darmstadt 2005, p. 30–32).

¹⁷³ Sur cette idée voir Werner GOEZ, *Translatio Imperii*, Tübingen 1985; Colette BEAUNE, *Naissance de la nation France*, Paris 1985.

¹⁷⁴ Jean Juvénal des Ursins, *Loquar in tribulacione* (voir n. 1), p. 386.

¹⁷⁵ Voir la citation dans la note 182.

et la dignité de l'Empire. Une telle honte ne peut être tolérée, il faut agir pour restaurer les droits de l'Empire. Le titre vide ne vaut rien, si les sujets n'obéissent pas à l'empereur¹⁷⁶. Ainsi, pour le temps présent, il serait à craindre que la mission consistant à assumer l'héritage de l'Empire romain ne fût confiée à un autre peuple et à un autre roi qui en seraient plus dignes. Afin d'éviter ce résultat, suivant Enea Silvio Piccolomini et Jean Juvénal des Ursins, il faut agir énergiquement. Mais les voies et les solutions qu'ils proposent sont différentes. Finalement, Jean Juvénal des Ursins se prononce pour la paix, Enea Silvio Piccolomini conseille la guerre. Au cours de la conversation fictive du «Pentalogus», ce n'est pas lui mais *Fridericus* qui fournit les arguments en faveur de la paix. En doutant des conseils d'*Eneas*, il craint pour le salut de son âme et il cite [Pseudo-]Sénèque: «Num hominum infinita milia trucidabuntur? [...] Quomodo animam ego lucrere, qui tot perdiderim animas? Melius est me domi manere. *Pulchrum est eminere, ut ait Seneca, inter illustros viros, consulere patrie, parcere afflictis, fera cedere abstinere, tempus atre ire dare, orbi quietem, seculo pace suo. Hac summa virtus petitur, hac celum via*» [Pseudo-Sénèque, «Octavia», 472–476]¹⁷⁷.

Eneas réfute ses arguments, car, pour lui, la vraie paix exige le châtement des malfaiteurs. Jean Juvénal des Ursins et Enea Silvio Piccolomini aimeraient renforcer les droits, l'honneur et le pouvoir du roi. S'il ne veut pas perdre le pouvoir, ce dernier doit d'abord bien remplir les devoirs de son «office royal» de vicaire de Dieu, de «Roi Très Chrétien» et de défenseur de l'Église, du peuple, des veuves et des orphelins¹⁷⁸. Dans le «Pentalogus», ce devoir fournit un argument en faveur de la guerre. Frédéric doit abolir le régime des tyrans italiens¹⁷⁹. S'il n'intervient pas, il doit non seulement

¹⁷⁶ «Nominis mei oblivisci non possum, qui iam ideo Augustus dicor, ut augeam. Video regnum hoc Romanorum dissipatum ubique fore, maxime in Italia, ubi *ius est in armis* tantum et *opprimit leges timor* [Seneca, Hercules furens, 253], ubi vix quisquam est, qui imperium revereatur. Tedet me certe huius rei, nec tolerare animo equo hanc imperii et nationis nostre contumeliam valeo. Qui enim habere nos imperium prodest, nisi obediant subditi?» (Eneas Silvius Piccolomini, Pentalogus [voir n. 9], p. 252–255).

¹⁷⁷ Ibid., p. 270–273.

¹⁷⁸ «se il [le roi anglais] retournoit, veues les oppressions que seuffre vostre peuple, la chose seroit en dangier de subvression de seignorie, et que seriez roy sans terre et sans peuple, ou au moins bien petit en auriez» (Jean Juvénal des Ursins, Loquar in tribulatione [voir n. 1], p. 385). Sur le désir et les tentatives de renforcer les droits royaux voir: Albert RIGAUDIÈRE, Jean Juvénal des Ursins, précurseur de l'absolutisme, dans: Lothar SCHILLING (dir.), Absolutismus, ein unersetzliches Forschungskonzept? L'absolutisme, un concept irremplaçable?, Munich 2008, p. 55–106 et Jacques KRYNEN, L'empire du roi, Paris 1993, 3^e partie: L'absolutisme, p. 339–455.

¹⁷⁹ *Fridericus*: «Quod si cui non est verisimile hanc manu Italiam posse capi, scire vos volo, quia non adversus Italiam universam, cuius magna pars nos vocat, sed contra

craindre un effet de contagion sur la situation en Allemagne, mais il se rend aussi coupable et responsable des souffrances du peuple. Le personnage d'*Eneas* le dit sans ambages: »Ostendi iam tibi viam, qua te atque alios salves. Quod si domi maneat, nulla iniuria in Italia fiet, cuius tu non sis participes cuiusque non aliquando a te deus exigit rationem. Nec verum est pacem veram seculo te dare posse, ut nunc res sunt, nisi prius armis extirpes malos, qui pacem turbant«¹⁸⁰. En citant Cicéron, il répète cet avis à plusieurs reprises¹⁸¹. Faire respecter les droits de l'Empire et la justice est l'obligation de l'empereur. La désobéissance est une violation du droit divin. Ainsi, l'empereur doit forcer ses sujets à lui obéir, et ce devoir légitime l'effusion de sang et justifie des batailles cruelles¹⁸². Selon *Eneas*, ceux qui meurent dans une telle bataille seront même récompensés dans l'au-delà. Encore une fois, sur le principe, Jean Juvénal des Ursins est du même avis. Comme roi de France, Charles VII est responsable des malheurs de son pays. Pour arriver à ces conclusions, il s'appuie sur le droit canonique:

Et pour ce je diz en effect que c'est la faulte du roy, *quia, Qui potest obviare et perturbare adversarios, et non facit, nil aliud est quam favere impietati eorum. Nec caret scrupulo societatis occulte qui manifesto facinori desinit obviare: XXIII q. III c. Qui potest.* [Décret 2, 23, 3, 8] Qui peut empescher les mauux a faire et on ne le fait, ce n'est que donner faveur aux tyrannies, et n'est pas sans consentement taisible, qui a publiques delitz ne obvie. Et avons selon les docteurs trois manieres de consentemens, *primus consensus negligencie, 2^{us} licencie, 3^{us} auctoritatis*; or, regardons, sire, se on peut dire que par ses trois manieres vous et ceulz qui sont autour de vous et les princes soyés consentans des mauux que on fait¹⁸³.

tyrannos pergimus, quorum status ruine subiacet. Et quidem subvenire vocantibus convenit et auxilium ferre oppressis, nec dubiam illis, sed certam ferre salutem debemus. Nam si subditi nostri in Italia conculcati fuerint, idem quoque in Germania post fiet. Minime autem pati vos convenit Italiam ad manus alterius pervenire, quam qui haberet, a Germania non abstineret actumque de imperio foret« (Eneas Silvius Piccolomini, Pentalogus [voir n. 9], p. 258–259).

¹⁸⁰ Ibid., p. 278–281.

¹⁸¹ »*Qui non obsistit iniurie*, inquit ille [Cicero, »De officiis«, 1, 23] *si potest, tam est in culpa quam si parentes patriamque deseruerit*« (Eneas Silvius Piccolomini, Pentalogus, p. 276–277).

¹⁸² »Idque postmodum Romanorum virtute languescente tum ad Grecos, tum ad Francos, tum denique ad Germanos propter religionis atque iustitie cultum translatum est. Cui qui renuit obedire, divine legi adversatur, dicente Apostolo: *subditi estote regi tamquam precellenti*, quem etiam et *gladium portare* inquit tanquam *dei ministrum* [Rom. 13, 4]. Quapropter si tu, rex optime, subditos tuos ad obedientiam redigere studeas, non scisma, sed veram sanctamque unionem procuras, tumque maxime mereris. Nec timere habes cruentem prelium aut effusionem sanguinis magnam« (Eneas Silvius Piccolomini, Pentalogus, p. 274–279).

¹⁸³ Jean Juvénal des Ursins, Loquar in tribulacione (voir n. 1), p. 366–367.

Après une brève discussion du cas, le verdict est prononcé: »Et pour Dieu, sire, pardonnez moy, car en vérité je puis bien dire que vous y avez grant faulte; et pour ce donques je puis bien dire qu'il fault que vous vous esveil- léz, car nous n'en povons plus«¹⁸⁴. Jean Juvénal des Ursins et les négociateurs d'Oye de 1439 discutent également l'idée d'un jugement divin et commentent les différentes prophéties. Pour la France et l'Angleterre, ces prophéties furent assez contradictoires. À ce propos, on note l'apparition d'une petite querelle qui est transmise par un observateur français anonyme des négociations de l'été 1439. Ce texte donne en même temps une bonne impression de l'échange d'arguments entre les deux parties:

Et incontinent ledit arcevesque Diork [...] sefforca de justiffier et monstrier que le roy Dangleterre avoit droit au royaume de France par trois causes et moiens principalement: primo, par la justice divine, attendu les batailles et vitoires quilz ont eues contre les Francois; secundo, par la prophecie de sainte Brigide, etc.; tercio, par le traitie derrain fait entre le roy Charles derrain mort, aieul de notre roy, et le feu roy Dangleterre, pere de leur roy, etc; et a ce propos allega le royaume Darragon, etc.

Responsio:

A quoy fut respondu par monseigneur le chancelier bien et solennelment: et primo, a la justice divine etc., car si lesdis Anglois avoient eues batailles pour eulx, pareillement en avoient eues les Francois contre eulx, et tellement que plusieurs en estoient mors, et a tout compter ilz ny avoient riens gagne; et que si lesdictes batailles eussent este declarratoires par justice divine de leur droit, la chose feust pieca finie, et neust pas si longuement dure, ut habetur in actibus apostolorum; secundo, quant a la prof[phecie] de sainte Brigide, fut allegue que ladicte prophecie nest pas approuvee par sainte eglise, et nest que appocriffie ipsam credere; et au contraire leur fut allegue la prophecie de ung saint hermite nomme Johannes, qui en parlant des guerres et pestilences qui in futurum devoient venir es royaumes des Romains, de France et Angleterre, dist que les Anglois tamquam flagellum Dei gasteroient et destruiroient le royaume de France, et finalement ils seroient destruis. Et lors monditseigneur le Cardinal dist que ce seroit ung bon mariage dudit hermite et de sainte Brigide. Et tercio, quant au traitie fait par le roy Charles derrain mort, fut fort blasme ledit traitie, tant de violence que [pour] l'insensibilite dudit feu roy quilz tenoient en leur puissance; et aussi que a icellui faire ne fut appele ne present le roy, alors daulphin et regent le royaume, ne aussi les princes, barons, prelatz, pers de France, les villes et communitiez dicellui royaume; et, qui plus est, ledit traitie avoit este condampne a Arraz par les legatz de nostre Saint Pere et le conseil general de Basle. Et a fait ou requist instamment ausdis Dangleterre quilz feissent et declairassent autres ouvertures et moiens de paix, a laquelle ilz se disoient avoir bonne volente, etc.¹⁸⁵

Pour Enea Silvio, les prophéties ne sont pas importantes, il mentionne la prophétie du roi Frédéric qui apportera la paix, mais il se contente d'une

¹⁸⁴ Ibid., p. 367.

¹⁸⁵ N° 13, Anonymous French protocol of the convention for the period 4 June–29 July 1439, dans: ALLMAND, Documents (voir n. 77), p. 108–125, ici p. 116–117.

remarque rapide¹⁸⁶. Dans le »Loquar in tribulacione« et le »Pentalogus«, l'histoire romaine et l'enseignement des *exempla* jouent un rôle important. Les deux textes appuient leur argumentation sur de nombreux exemples, dont celui du roi Codrus, qui est utilisé par Enea Silvio et Jean Juvénal des Ursins pour montrer qu'il peut être nécessaire de mourir pour sauver son peuple¹⁸⁷. Les deux auteurs parlent du devoir royal de se sacrifier pour la patrie, mais ils soulignent qu'ils ne demandent pas ce suprême sacrifice à Charles VII ou à Frédéric III. Selon *Eneas*, ce qu'il demande à Frédéric n'est pas le sacrifice de sa vie. Au contraire, il l'invite à s'assurer une glorieuse victoire, et son comportement serait irresponsable et indigne s'il dédaignait cette bonne occasion¹⁸⁸. À cet égard, Jean Juvénal des Ursins est beaucoup plus prudent qu'Enea Silvio Piccolomini, car en France l'issue de la bataille de Poitiers et la captivité de Jean II sont encore de très mauvais souvenirs¹⁸⁹. De toute façon, il ne faut pas agir sans prendre des précautions. Avant de s'engager légèrement dans une aventure guerrière, le roi français et l'empereur allemand doivent prendre en compte la politique »intérieure« de leur royaume respectif ainsi que la puissance des princes. Frédéric III ne doit pas partir pour Rome si la situation est trop instable. Il vaut mieux d'abord régler le problème du schisme et s'assurer l'appui des princes et des villes de l'Empire.

Afin de gagner le soutien nécessaire pour la réalisation de leurs projets, Jean Juvénal des Ursins et Enea Silvio Piccolomini proposent le recours aux assemblées d'états. Cependant, dans ce contexte, il faut tenir compte des spécificités de la structure constitutionnelle de l'Empire. Dans le cas français, il va de soi que le roi français doit renforcer les droits royaux et agrandir le domaine royal. Il peut être sûr que ses efforts profiteront à lui-même et à sa

¹⁸⁶ Eneas Silvius Piccolomini, *Pentalogus* (voir n. 9), p. 198–199.

¹⁸⁷ Jean Juvénal des Ursins, *Loquar in tribulacione* (voir n. 1), p. 378 avec renvoi à Valère Maxime 5, 6, par. 8, ext. 1; Eneas Silvius Piccolomini, *Pentalogus* (voir n. 9), p. 280–281 (Codrus).

¹⁸⁸ Après avoir mentionné l'exemplum du roi Codrus, *Eneas* constate: »Possem referre Scevolam, Curios, Decios et alios quamplurimos, qui pronis animis pro salute publica morti se obtulerunt. Sed nunc non id agimus, ut ad rem tantam te vocemus, sed ad victoriam manifestam, gloriosam laudem cum communi salute invitamus, quas res spernere tam indecorum est quam pulchrum sequi« (Eneas Silvius Piccolomini, *Pentalogus* [voir n. 9], p. 280–283).

¹⁸⁹ »Et ne dy les hystoires dessusdictes non mie pour maintenir que je voulsisse ne vostre peuple que vous exposissies vostre corps a l'aventure, car la chose publique n'en vaudroit pas miex mais piz de trop, et estes encores tres bien seant; mais puisque tielx vaillans princes exposoient ainsi leurs vies pour faire valoir la chose publique vous, qui le povés faire sans exposer vostre personne a mort, et n'y fault que vostre volenté executer par voz vaillans capitaines et officiers, qui tiennent les larrons sus les champs et tyrannisent vostre peuple, que vous devez le faire« (Jean Juvénal des Ursins, *Loquar in tribulacione* [voir n. 1], p. 380).

famille. Mais dans une monarchie élective le travail de l'empereur risque de profiter à une famille concurrente. Ainsi, une partie de la tâche de l'*Eneas* du «Pentalogus» consiste à démontrer pourquoi un renforcement des droits de l'Empire ne risque pas de nuire à la *Domus Austriae* et que ce renforcement correspond parfaitement aux intérêts personnels de Frédéric et de sa famille¹⁹⁰. Dans son argumentation, *Eneas* parle beaucoup du bien commun, mais en même temps il est très conscient de l'importance des intérêts égoïstes des acteurs politiques. Il prend garde de les flatter et de ne pas les oublier dans ses calculs¹⁹¹. Pour les deux auteurs, l'aspect de l'honneur et de la *fama* joue un rôle important. Le roi français et l'empereur doivent être dignes de leur titre et de l'héritage de leurs illustres prédécesseurs. Dans les deux cas, on leur rappelle les obligations du serment qu'ils ont prêté pendant leur couronnement¹⁹². Abstraction faite de conseils concrets sur la discipline militaire et la stratégie à adopter, le «Loquar in tribulacione» et le «Pentalogus» contiennent une discussion sur la question de la paix et de la guerre, qui énumère plusieurs points.

Arguments pour la guerre

La troisième partie du «Loquar in tribulacione» est placée sous les auspices de la citation «Exurge, domine, adiuva nos». Jean Juvénal des Ursins y mentionne d'abord quatre arguments (1–4) pour la guerre¹⁹³ avant de donner quatre arguments pour la paix. Il s'agit des arguments suivants:

1. Le roi de France est puissant. Conformément aux exemples de son adversaire anglais, d'Abraham (qui partit au secours de Loth et de sa famille), de Saul, d'autres personnages bibliques et des rois français du passé, il doit montrer sa force par la reconquête armée de son royaume. Jean Juvénal des Ursins dit à Charles VII qu'il a «juste querelle, et devez avoir esperance en Dieu qu'il vous aidera»¹⁹⁴. Il ne faut pas hésiter trop longtemps à mettre en place une armée, car «celui qui frappe le premier coup communement a

¹⁹⁰ Eneas Silvius Piccolomini, Pentalogus (voir n. 9), p. 292–297.

¹⁹¹ Ibid., p. 264–265. «Unumquemque secundum animi sui cupiditate allicere».

¹⁹² «C'est a vous, sire, trop plus grant chose que le nom de roy catholique, faisant son devoir, que de grans richesses; et la cure et soing que devez avoir le plus, c'est d'acroistre vostre nom et vostre renommee, car ce vous peut plus prouffiter que nul tresor. Et c'est la chose que ung prince doit plus desirer, c'est bonne renommee» (Jean Juvénal des Ursins, Loquar in tribulacione [voir n. 1], p. 374).

¹⁹³ «Et devez faire bonne guerre et non mie paix, pour quatre consideracions» (ibid., p. 387).

¹⁹⁴ Ibid., p. 387–388, ici p. 388.

grant avantage¹⁹⁵. Ces constats sont accompagnés de la présentation de détails, de conseils et du renvoi aux événements récents, comme la prise des villes et châteaux de Meaux (1437) et de Montereau (1439).

2. Les Anglais sont affaiblis. Ils ont perdu leur roi, les ducs de Bedford et Clarence et de nombreux nobles sont morts, le peuple est appauvri. Leur guerre est conduite par John Talbot qui ne serait qu'un simple baron.

3. Dieu a donné des signes qu'il faut poursuivre la guerre. Il s'agit d'une »juste querelle« qui ne sert qu'à la légitime défense: »Dieu vous a montré tous signes que devez par guerre expeller voz ennemis, et non mie par paix, veu que ce n'est que deffense, et que avez juste querelle, et les victoires que avez eues; car de droit divin, naturel et civil, *vim vi repellere licet*«¹⁹⁶. Selon Jules César, on ne parlerait pas de paix si l'une des parties est plus forte que l'autre et les victoires récentes auraient démontré que le »plaisir« de Dieu »estoit que ne feissiez point de paix mais forte guerre«¹⁹⁷. Les succès français des derniers temps et le sacre sont des »grâces« divines qui font »presumer evidenment que Dieu veult que procediez par armes et non mie par paix«¹⁹⁸.

4. La proposition de paix comporte des »inconvenients« trop importants: l'abandon de la Normandie est un sacrifice trop lourd, puisque ce pays fait partie du »vray demainne« et qu'il s'agit d'une région très riche. Renoncer à la Normandie pourrait tourner à la damnation de l'âme du roi et au »deshonneur perpetuel«, car le roi a juré de ne pas aliéner son domaine. Ce serait une grave erreur que de céder les places de Dieppe et Harfleur, qui ont une importance stratégique extraordinaire. La noblesse des pays concernés serait malcontente avec ce changement de pouvoir. Si les nobles restent sur place, ils seront des »brebis ou mellieu des loups« ou eux-mêmes et leurs enfants choisiront finalement le parti anglais. En outre, le roi n'est que l'administrateur de la couronne et n'a pas le droit de faire de telles aliénations¹⁹⁹.

Cette partie du texte contient encore un argument très inquiétant, qui n'a rien perdu de son actualité. Jean Juvénal des Ursins constate que la guerre contre l'Angleterre occupe les princes et barons. Ainsi, ils n'ont pas le temps de se diviser. La paix avec Angleterre leur permettrait, à eux et aux sujets français, de se diviser de nouveau. Le résultat serait de nouvelles »guerres civilez et particulieres, lesquelles seront plus dangereuses et perilleuses que la guerre que avez contre voz ennemis et espoir seroient cause de faire une subverssion generale contre vous, et espoir substraccion, aussi bien que on a fait au pape; et par guerre vous les entretenez pres de vous«²⁰⁰. Ce passage du

¹⁹⁵ Ibid., p. 389.

¹⁹⁶ Ibid., p. 391.

¹⁹⁷ Ibid., p. 392.

¹⁹⁸ Ibid., p. 393.

¹⁹⁹ Ibid., p. 394–395.

²⁰⁰ Ibid., p. 395–396.

texte montre la grande influence des débats sur le schisme et sur la réforme de l'Église puisqu'il utilise la terminologie de la »substraction« (d'obédience) et renvoie à la situation du pape de 1398 et au schisme. Cet aspect est proche du débat du »Pentalogus«, qui souligne continuellement la liaison entre les problèmes de l'Empire et ceux de l'Église. La même remarque vaut aussi pour le raisonnement suivant lequel la guerre extérieure serait nécessaire pour sauvegarder la paix intérieure et afin d'éviter les risques de révolution. Ce point de vue assez cynique est proche de l'argumentation du »Pentalogus«. Enea Silvio y recommande la conquête de l'Italie pour venir à bout des difficultés politiques de la partie allemande et nord-alpine de l'Empire, et particulièrement des difficultés entre l'empereur et les princes électeurs. S'il est victorieux en Italie, Frédéric sera apprécié partout en Europe, il pourra agir en arbitre des princes européens et élargir sa sphère d'influence. Dans ce cas, des princes comme le duc de Bourgogne n'oseront plus tenir des terres d'Empire sans reconnaître son autorité²⁰¹.

Jean Juvénal des Ursins mentionne encore un aspect supplémentaire qui plaide en faveur de la guerre: les gens d'armes originaires de pays différents pourraient former de dangereuses compagnies. On n'a pas d'autres moyens de les faire partir: ainsi, la meilleure solution serait de les occuper par la poursuite de la guerre. C'est dans ce contexte que Jean Juvénal des Ursins livre la citation qui figure dans le titre de cet exposé:

et en faisant bonne et aspre guerre vous aurez paix; *nam ut dixit Augustinus ad Bonifacium, ut habetur recitative c. Noli XXIII q. 1, Non pax queritur, ut bellum exerceatur, sed bellum geritur, ut pax acquiratur* [Décret 2, 23, 1, 3]. Et pour ce faites bonne guerre et vous recouvrez votre seigneurie, et par ce moyen aurez paix; car comme dit *Vegecius de re militari Qui desiderat pacem, preparat bellum; qui victoriam cupit, milites munit diligenter (...)* [Veg. Mil. 3 Pref.]; se voulez avoir bonne paix et la desirez, préparés vous a faire bonne guerre, et se voulez avoir victoire garnissez bien voz gens de guerre²⁰².

Le remède de la paix

Ensuite, Jean Juvénal des Ursins continue par un renvoi à l'actualité politique et arrive à la conclusion provisoire selon laquelle les arguments qu'il vient d'énumérer semblent plaider en faveur du rejet de la »cédule« qui fut le résultat des dernières négociations franco-anglaises. Mais il s'agit d'une conclusion provisoire, car il passe immédiatement à la présentation des quatre arguments (1–4) en faveur de la paix:

²⁰¹ Eneas Silvius Piccolomini, Pentalogus (voir n. 9), p. 286–289.

²⁰² Jean Juvénal des Ursins, Loquar in tribulacione, p. 396–397.

1. La paix fera cesser tous les »maulx« de la guerre et la justice sera rétablie. Il faut guérir un mal par son contraire, conformément aux dispositions du Code: »C. De caducis tollendis, Quod belli calamitas introducit, pacis studio reformatur« [Cod. 6, 51, 1]. La paix fera cesser les crimes de guerre, et l'union entre paix et justice régnera de nouveau conformément à l'adage »iustitia et pax osculatae sunt« [Vulg. Ps. 84, 11]²⁰³.

En citant cette maxime, Jean Juvénal des Ursins reprend une argumentation très répandue qu'on retrouve chez de nombreux auteurs, et particulièrement dans les miroirs des princes. Dans d'autres parties du traité, il avait prédit l'exode du peuple devant la guerre, maintenant il prédit son retour à cause de la paix. Dans sa plaidoirie pour la guerre, il avait écrit que la guerre ferait plaisir à Dieu. Maintenant il dit le contraire: la paix fera plaisir à Dieu et ainsi il écouterait les prières du roi, car Dieu aime les cœurs paisibles. Le Temple fut construit par Salomon, le roi de paix, et non pas par son père, David. La naissance du Christ fut accompagnée de l'annonce de la paix et il prêcha la paix. De nombreux autres exemples bibliques vont dans le même sens.

2. L'adversaire est puissant et, en dépit du succès français à Meaux, les Anglais sont encore des adversaires redoutables et habiles. Dans les deux camps on trouve de bons combattants.

3. Le roi ne dispose plus de moyens suffisants pour poursuivre la guerre. À la frontière et dans la ville de Beauvais on est las et on n'a plus la volonté de faire la guerre. En dépit de ses promesses, le roi n'a pas envoyé d'aide efficace, ce qui contribue encore à renforcer cette lassitude²⁰⁴. Les gens d'armes ne sont pas payés et commettent de nombreux excès. Il existe un manque complet de discipline et d'obéissance²⁰⁵. De nouveau, ce point invite à la comparaison avec le »Pentalogus«, qui contient de longs développements sur la nécessité d'une bonne discipline militaire. Les deux auteurs renvoient à Végèce. Jean Juvénal des Ursins cite les exemples de Manlius Torquatus et d'un autre Romain qui avait condamné à mort son propre fils victorieux coupable d'avoir attaqué l'adversaire sans en avoir reçu le commandement²⁰⁶. Cette partie du traité reprend l'exhortation sur les dangers des divisions. Il faut absolument mettre fin aux luttes de partis, et Dieu écouterait les prières des victimes des crimes de guerre qui demandent la vengeance. Dieu aime le

²⁰³ Ibid., p. 398. Voir Klaus SCHREINER, »Gerechtigkeit und Frieden haben sich geküßt« (Ps. 84, 11). Friedensstiftung durch symbolisches Handeln, dans: Johannes FRIED (dir.), Träger und Instrumentarien des Friedens im hohen und späten Mittelalter, Sigmaringen 1996, p. 37–86; Klaus SCHREINER, Osculum pacis. Bedeutung und Geltungsgründe einer symbolischen Handlung, dans: Claudia GARNIER, Hermann KAMP (dir.), Spielregeln der Mächtigen, Darmstadt 2010, p. 165–203.

²⁰⁴ Jean Juvénal des Ursins, Loquar in tribulacione, p. 404.

²⁰⁵ Ibid., p. 408–409.

²⁰⁶ Ibid., p. 410 (Val. Max. 2, 7, par. 6).

peuple et »les maulx que on leur fait ils les repute faiz comme a luy mesmes«. Il est à croire qu'il a déjà donné sa »sentence« contre les malfaitteurs. De surcroît, le peuple, qui est grevé outre mesure par les crimes, les excès, les tailles, aides et subsides, pourrait se soulever²⁰⁷.

4. Le dernier point se réfère directement aux négociations de Calais. Pour Jean Juvénal des Ursins la »cédule« proposée par la duchesse de Bourgogne, Isabelle de Portugal, et par le duc d'Orléans²⁰⁸ »semble honorable et prouffitable pour vous [le roi] et vostre seignorie«. Dans ce contexte, il donne un résumé des revendications respectives et des difficultés de trouver un compromis. Pour lui, la proposition de donner la Normandie au roi d'Angleterre et de tenir la question des »renonciacion, hommage, ressort« et »souveraineté« en sursis pendant une période de trente, vingt ou quinze ans²⁰⁹ n'est pas préjudiciable aux intérêts du roi, parce que cette solution n'implique pas un abandon définitif de droits²¹⁰. Une telle solution serait honorable parce que le roi anglais cesserait de s'intituler »roi de France« et ce fait serait une »reconnoissance taisible« qu'il n'avait pas le droit de revendiquer ce titre²¹¹. Pour Juvénal des Ursins, la question des restitutions et du retour des anciens seigneurs laïques et ecclésiastiques est beaucoup moins compliquée qu'elle ne paraissait aux négociateurs de Calais. La délivrance du duc d'Orléans qui a subi vingt-cinq ans de captivité »pour le fait de la chose publique« est importante et il sera un appui précieux de la cause royale. Les concessions territoriales prévues concernent souvent des territoires qui sont déjà contrôlés par les Anglais. Ainsi, somme toute, Charles VII peut accepter la proposition de paix²¹².

²⁰⁷ Ibid., p. 414–420, ici p. 416.

²⁰⁸ »Peace proposals put forward by the duke of Orléans and the duchess of Burgundy, 29 July 1439«, dans: ALLMAND, Documents (voir n. 77), p. 135–139. Ce texte désigne le duc et la duchesse comme »mediateurs en ceste matiere« (ibid., p. 135). Le Cardinal d'Angleterre y est nommé »mediateur de ceste paix de la part[ie] Dangleterre, pareillement que le sont lesdiz monseigneur Dorleans et madame de Bourgogne pour la part de France« (ibid., p. 138–139).

²⁰⁹ Ces délais sont proposés dans la cédule (ibid., p. 136–137). Le commentaire de Jean Juvénal des Ursins est très proche des propositions de la cédule.

²¹⁰ Du côté anglais, on utilise des arguments très semblables: »Ad oppositionem et ad partem affirmativam, videlicet, quod dicta oblacio est admittenda, nam abstinentia nominis nullum ius aufert a rege, cum ista abstinentia sit solum temporalis, et per hoc nullum ius alienatur, cum alienacio dicitur actus per quem dominium transfertur« (ibid., n° 21, p. 148: A second English memorandum in which reasons for refusing, as well as for accepting, the terms of peace are put forward).

²¹¹ Jean Juvénal des Ursins, Loquar in tribulacione (voir n. 1), p. 421–423.

²¹² Ibid., p. 423–425.

Faire la paix ou faire la guerre: une attitude ambiguë

Après cette longue discussion des raisons pour encourager ou non la paix, Jean Juvénal des Ursins donne son avis personnel. Son attitude est ambiguë. Il plaide pour la paix, mais il reconnaît que les arguments en faveur de la guerre sont forts. Toutefois, il faut choisir le moindre mal, c'est-à-dire la paix. Charles VII fera bien d'accepter les recommandations de l'assemblée d'Orléans en faveur de la paix, le royaume est »comme en article de mort« et la paix est la seule médecine efficace. En faisant la paix, le roi pourra acquérir la joie du paradis²¹³. Après une répétition et une nouvelle discussion des raisons invoquées pour ou contre une poursuite de la guerre, Jean Juvénal des Ursins clôt son traité par un appel à la convocation d'une assemblée d'états à Paris et au rétablissement de la justice et de la paix²¹⁴. En 1446, à la fin de son traité »Tres crestien tres hault, tres puissant roy«, en présentant de nouveau des arguments pour la paix et pour la guerre, il reprend le schéma des quatre points du »Loquar in tribulacione«. Cette fois, leur contenu respectif est différent (1–4):

1. Le roi a une »juste querelle«, car il veut seulement reconquérir ses droits et territoires et se »venger« de la mort de ses parents et de ses sujets ainsi que des destructions de la guerre. Ses droits sont si légitimes qu'en réalité cette terminologie ne serait même pas appropriée: »Et ne seroit point approprement parler vengeance, mais vraye deffence et reboutement de force et de violence de les debouter par main armee de vostre royaulme et reprendre sur eulx qui est vostre«. Il serait même »juste, saintte et raisonnable« de conquérir le royaume anglais²¹⁵. Dans le »Pentalogus«, *Eneas* défend le même avis pour l'Empire en citant Cicéron (Cicero, »De officiis«, 1, 36): »nam cum iustum sit bellum, ut Cicero dicit, quod pro rebus repetitis geritur, manifestum est eum anime sue studere salutem, qui tale suscipit bellum, cum iustitie fungatur operibus«²¹⁶.
2. Faire »bonne guerre« accroît la renommée du roi dans tous les pays chrétiens. Le meilleur moyen d'obtenir la paix est de chasser les ennemis loin de soi. Céder aux Anglais serait »vice et pusillanimité et lacheté de corage« et il faut libérer le peuple de Normandie, qui est en captivité²¹⁷.
3. Le roi est dans une position de force et peut compter sur de nombreux alliés parmi les princes français et étrangers²¹⁸.

²¹³ Ibid., p. 425–435.

²¹⁴ Ibid., p. 435.

²¹⁵ Jean Juvénal des Ursins, *Tres crestien* (voir n. 4), p. 161–163, ici p. 161.

²¹⁶ Eneas Silvius Piccolomini, *Pentalogus* (voir n. 9), p. 284–286.

²¹⁷ Jean Juvénal des Ursins, *Tres crestien* (voir n. 4), p. 162–163, ici p. 162.

²¹⁸ Ibid., p. 164–165.

4. Les Anglais ont souvent rompu les traités, la guerre extérieure évite l'éclatement des »divisions civiles« et »haines intrinseques« en France, les gens d'armes seront occupés, plus faciles à contrôler et ils feront moins de dégâts²¹⁹.

Les quatre arguments qui suivent contiennent de nouveau la plaidoirie pour la paix qui reprend les arguments du »Loquar in tribulacione«. Dieu veut la paix »et est le plus grant don que ung prince puist donner a son peuple que paix«²²⁰. Cette fois, Juvénal des Ursins clôt son traité par un court résumé final, en constatant que, en dépit du bon droit du roi français, l'issue des guerres est toujours incertaine. Les deux côtés affirment qu'ils ont une »juste querelle«, les Français sont juges de leur propre cause et même s'il existe de bons arguments en leur faveur, le passé a montré que de justes querelles peuvent être perdues²²¹.

En conclusion on peut constater que l'attitude de Jean Juvénal des Ursins présente des ambiguïtés. Néanmoins, elle reste toujours inspirée par un souci profond du bien-être du royaume, de ses sujets, du roi et de l'Église. Ses propres expériences à Beauvais, l'observation des cruautés de la guerre et son office d'évêque le font pencher vers la paix. Son argumentation présente plusieurs parallèles avec celle d'Enea Silvio Piccolomini, mais pour lui la fin ne justifie pas encore tous les moyens et les obligations de la loyauté et de la fidélité, de l'amour et de la foi chrétienne restent prédominantes. Dans le »Pentalogus«, il s'agit d'apprendre les lois de la pratique diplomatique. Pour Enea Silvio Piccolomini, la diplomatie est un art dans lequel la rhétorique, la tactique, la ruse, la nécessité, l'utilité et même la tromperie jouent un rôle important. Pour y exceller, il faut être habile et éloquent, exploiter les faiblesses de ses adversaires et essayer de les diviser. Il regrette les divisions de l'Italie, mais pour lui les moyens de parvenir à la paix sont multiples et la guerre en fait partie. La paix peut justifier des sacrifices, mais elle n'est qu'un but parmi d'autres²²². Le paysage politique européen qu'il décrit est un jeu complexe dominé par une multitude d'acteurs »internationaux« et d'intérêts divergents. L'univers politique de Jean Juvénal des Ursins est avant tout bilatéral et dominé par le conflit entre la France et l'Angleterre. Les autres pays et princes apparaissent comme alliés ou adversaires potentiels de la France, mais ils ne font pas l'objet de réflexions à part et ne sont pas perçus comme des »systèmes indépendants«. À la fin de leurs traités, les deux auteurs parlent de l'honneur de leur roi et du royaume, mais leur conseil final est différent: Frédéric III doit choisir la guerre et Charles VII doit faire la paix.

²¹⁹ Ibid., p. 165.

²²⁰ Ibid., p. 167.

²²¹ Ibid., p. 168–169.

²²² *Eneas* constate à propos de la paix dans l'Église: »Ferenda ergo propter pacem plurima sunt, que alias non tulissemus« (Eneas Silvius Piccolomini, *Pentalogus* [voir n. 9], p. 146–147).